



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 27 SEPTEMBRE 1913.

QUEBEC, SATURDAY, 27th SEPTEMBER, 1913

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après-midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3051

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received afternoon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3052

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du onzième jour de septembre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. Fred. W. Beaufield, Fred. A. Bourne, George F. Aucum, employés du "Grand Trunk Railway Co.", de Montréal, et M. Alexandre Coaillier, entrepreneur, du village de Boucherville.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du treizième jour de septembre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—M. William Kearney, bourgeois, de Westmount.
District de Trois-Rivières.—M. Alcide Goyette, agent, de Grand'Mère. 3713

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eleventh day of September, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Messrs. Fred. W. Beaufield, Fred. A. Bourne, George F. Aucum, "Grand Trunk Railway Co.'s, employees, of Montreal, and Mr. Alexandre Coaillier, contractor, of the village of Boucherville.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirteenth day of September, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Mr. William Kearney, gentleman, of Westmount.
District of Three Rivers.—Mr. Alcide Goyette, agent, of Grand'Mère. 3714

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-neuf septembre 1913, de nommer M. Alexandre Synek, junior, commis, de la ville de Gracefield, percepteur du revenu de la province, pour le district d'Ottawa-Nord.

3739

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du huit septembre 1913, de nommer M. Robert Bennett Hutchison, notaire, de la cité de Montréal, régistrateur de la division d'enregistrement de Montréal-Ouest.

3737

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du sixième jour d'août 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Trois-Rivières.—M. Jos. Arthur Lussier, marchand, Eugène Joseph Benoit, Thomas O'Dowd, John Highland et Arsène Lupien, cultivateurs, de Sainte-Brigite des Saules, comté de Nicolet.

3747

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the nineteenth day of September, 1913, to appoint Mr. Alexandre Synek, jr., clerk of the town of Gracefield, collector of provincial revenue, for the district of Ottawa North.

3740

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighth day of September, 1913, to appoint Robert Bennett Hutchison, esq., notary, of the city of Montreal, registrar of the registration division of Montreal West.

3738

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixth day of August, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Three Rivers.—Messrs. Jos. Arthur Lussier, merchant, Eugène Benoit, Thomas O'Dowd, John Highland and Arsène Lupien, farmers, of Sainte-Brigite des Saules, county of Nicolet.

3748

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGELIER

L. S.
GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le trente septembre mil neuf cent treize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au quatorze octobre prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le trente septembre courant ; vous convoquons par les présentes pour le QUATORZE OCTOBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons ce vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN VOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN. Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce dix-huitième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent treize, et de Notre règne le quatrième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,

Québec,

3475

L. P. GEOFFRION.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

F. LANGELIER

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the thirty September, one thousand nine hundred and thirteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fourteenth October next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the thirtieth September instant, and hereby convene you for the FOURTEENTH of OCTOBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this eighteenth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

3476

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery
Quebec.

ERRATUM.

A la page 1505 de la "Gazette Officielle" du dix-neuf juillet 1913, ainsi que celle du vingt-six, page 1551, aux numéros 2913-14, lisez "Standard Club Incorporated", au lieu de "Canadian Railway Club Incorporated". 3699

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour de septembre 1913, par lesquelles "La Compagnie Usines Générales de Chars et de Machineries" a été autorisée à augmenter son fonds social jusqu'au montant de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisant le nouveau fonds social de cinq cent mille piastres (\$500,000.00) en cinq mille (5,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, et de plus d'ajouter à son nom actuel le suivant : "General Car & Machinery Works Company".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3709

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Hubert Moisan, entrepreneur de pompes funèbres, Joseph Tremblay, restaurateur, Wilfrid Dubé, épicier, Joseph Vincent Jacquier, gérant, François Xavier Eugène Proulx, agent, Célestin Marcoux, courtier en collection, J. Gaudias Dumas, comptable, et Louis Picard, marchand de chevaux, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce général d'immeubles, louer, acheter et transiger sur les immeubles ;

Arpenter, subdiviser, améliorer et développer des terres, dans le but de les vendre, ou autres buts et pour faire et accomplir toutes choses nécessaires et utiles à ces fins pour des résidences, des établissements de commerce ou des industries ;

Vendre, louer ou disposer autrement de la propriété et entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelles, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, débetures, obligations ou garantie de toute autre compagnie ;

Emettre et assigner du stock acquitté de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toute affaire, services, franchises, entreprises, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licences, contrats, brevets d'invention, marques de commerce, immeubles, stock, obligations, débetures et autres propriétés et droits que la compagnie peut légalement acquérir ;

Employer en tout ou en partie ses fonds pour l'achat d'actions d'autres corporations, faisant en tout ou en partie un commerce ou des opérations semblables à ceux de la compagnie ;

Transiger ou négocier avec toutes autres compagnies faisant le même genre d'affaires et généralement faire toutes les opérations nécessaires au commerce d'immeubles ;

Eriger et construire des magasins, maisons, maisons d'habitation, maisons à appartement et toutes sortes de bâtisses en général sur la propriété immobilière de la compagnie et de les hypothéquer, vendre, louer, échanger ou transporter autrement, et acquérir ou posséder des hypothèques ou obliga-

ERRATUM

On page 1505 of the "Official Gazette" of the nineteenth July, 1913, and on page 1551 of the Gazette of the twenty sixth July, 1913, replace the words "Canadian Railway Club Incorporated" by the words "Standard Club Incorporated", 3700

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1913, whereby "La Compagnie Usines Générales de Chars et de Machineries" was authorized to increase its capital stock up to the amount of one million dollars (\$1,000,000.00), dividing the new capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000) into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and to add to its present name the name of "General Car & Machinery Works Company".

Dated from the office of the Provincial Secretary, the thirteenth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3710

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1913 incorporating MM. Hubert Moisan, funeral director, Joseph Tromblay, restaurant-keeper, Wilfrid Dubé, grocer, Joseph Vincent Jacquier, manager, François-Xavier-Eugène Proulx, agent, Célestin Marcoux, collection-broker, J. Gaudias Dumas, accountant, and Louis Picard, horse dealer, of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on a real estate business, lease, purchase and deal in immoveable property ;

To survey, subdivide, improve and develop lands for the purpose of selling same or other purposes and to do and carry out anything necessary and useful to such purposes for residences, business establishments or factories ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit and particularly for the shares, bonds, debentures or securities of any other company ;

To issue and allot the paid up stock of the company in payment or part payment for any business, services, franchises, undertakings, rights, powers, privileges, lease, licenses, contracts, patents of invention, trade marks, immoveables, stock, bonds, debentures and other property and rights that the company may legally acquire ;

To employ its funds in whole or in part for the purchase of shares in other corporations carrying on in whole or in part a business or operations similar to those of the company ;

To deal or trade with any other companies carrying on the same kind of business and generally carry on any operations necessary in the real estate business ;

To build and erect stores, houses, dwelling houses, apartment houses and other kinds of structures generally on the immoveable property of the company, and to hypothecate, sell, lease, exchange or otherwise transfer same, and acquire or hold hypotheca or obligations on the land sold or dis-

tions sur le terrain vendu ou disposé par la compagnie ou sur tout autre terrain qui peut paraître convenable ;

Acheter, ériger, construire ou autrement acquérir, posséder, affréter, maintenir et mettre en opération, conduire, naviguer et employer des bateaux à vapeur, à gazoline et autres, des bacs et vaisseaux pour les fins de ses affaires ou autrement, et acheter ou acquérir autrement des actions dans aucun vaisseau ;

Acquérir, posséder et mettre en opération des moulins à scie, moulins à bardeaux et faire le commerce de bois en général ;

Entrer en aucun arrangement avec toutes autorités, municipales, locales ou autrement, qui peut paraître utile aux objets de la compagnie, ou aucun d'eux, ou obtenir de toute telle autorité tous les droits, privilèges ou accessoires que la compagnie peut juger à propos d'obtenir et faire, exercer et exécuter les dits arrangements, droits, privilèges et accessoires ;

Manufacturer, acheter, vendre, trafiquer et faire le commerce de toutes sortes de matériaux de constructions, fer, acier, bois, brique, ciments, pierres, sable, gravier et autres matériaux de constructions et produits manufacturés ou non manufacturés ;

Tirer, faire, endosser, accepter, escompter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres instruments négociables ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires de toute partie de la propriété de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations sur icelles, et aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et l'entretien de chemins, rues, ouvrages hydrauliques, égouts et autres améliorations et travaux calculés pour en faciliter l'accès ou pour donner plus de valeur à la propriété de la compagnie ;

Aucun pouvoir octroyé par les présentes ne sera limité ou restreint par l'application ou l'interprétation de tout autre pouvoir ainsi accordé ;

Faire toutes autres affaires ou opérations ayant rapport ou étant utiles à l'acquisition des objets et à l'exercice des pouvoirs et obligations auxquels la compagnie est autorisée soit par principaux, soit comme agents. Les pouvoirs dans chaque cas ne devant être considérés comme limités ou restreints par interprétation ou déduction des termes de chacun d'eux, sous le nom de "La Compagnie d'Immeubles Mequick Limitée", avec un capital de quatre-vingt-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre mille neuf cents (4900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de juin 1913.

J. C. SIMARD,

3715

Sous secrétaire de la province.

Avia est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. J. Alexandre Carignan, marchand, J. Adolphe Pelletier, courtier, L. Georges Pellerin, comptable, Henri Lamothe, agent d'assurance, et Sylvio Carignan, négociant, de la cité de Trois-Rivières, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter des meubles, tapis, prélatas, balayeuses, rideaux, tentures, draperies, ornements de maisons et faire le commerce de meubles en général et dans toutes ses lignes ;

Louer, acheter, vendre, échanger des immeubles pour les besoins du commerce sus-mentionné et construire sur les dits immeubles les édifices nécessaires pour les fins du dit commerce ;

Transiger, négocier avec toutes autres compagnies faisant le même genre d'affaires et généralement faire toutes les opérations nécessaires au commerce de meubles ;

posed of by the company or on any other land that may appear suitable ;

To purchase, erect, construct or otherwise acquire, hold, charter, maintain and operate, manage, navigate and employ steam, gasoline and other, boats, barges, ferryboats and vessels for the purposes of its business or otherwise, and purchase or otherwise acquire shares in any vessels ;

To acquire, hold and operate saw and shingle mills and deal in lumber generally ;

To enter into any arrangement with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges or accessories which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and accessories ;

To manufacture, purchase, sell, deal and trade in all kinds of building materials, iron, steel, wood, brick, cement, stone, sand, gravel and other building materials and products manufactured or non manufactured ;

To draw, make, endorse, accept, discount and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments ;

To make advances by way of loans to the purchasers or lessors of any part of the property of the company for the purpose of building or other improvements on same, and aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, drains and other improvements and works calculated to facilitate access thereto or to increase the value of the property of the company ;

No power granted hereby shall be limited or restricted by the application or interpretation of any other power thus granted ;

To do and carry on any other business and operations connected with or useful for the acquisition of the objects and for the exercise of the powers and obligations which the company is authorized, either as principals or as agents. The powers in each case not to be considered as limited or restricted by interpretation or deduction from the terms of any of same, under the name of "La Compagnie d'Immeubles Mequick Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four thousand nine hundred (4900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

3716

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the nineteenth day of September, 1913, incorporating Messrs. J. Alexandre Carignan, merchant, J. Adolphe Pelletier, broker, L. Georges Pellerin, accountant, Henri Lamothe, insurance agent, and Sylvio Carignan, trader, of the city of Three Rivers, for the following purposes :

To manufacture, purchase, sell, import, export furniture, carpets, linoleum, sweepers, curtains, tapestry, draperies, house ornaments and generally deal in furniture in all branches thereof ;

To lease, purchase, sell, exchange immovables for the requirements of the aforesaid business and construct upon the said immovables the buildings suitable for the said business ;

To transact and negotiate with any other companies carrying on the same kind of business and generally to carry on any operations necessary for the furniture business ;

S'amalgamer avec toutes autres compagnies ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Emprunter et prêter les capitaux par billets, obligations, hypothèques, débiteures ou sur d'autres garanties convenables ;

Vendre des actions à d'autres compagnies et les racheter, acheter des actions de d'autres compagnies et les vendre ;

Vendre, aliéner, totalité ou partie de ses propriétés, augmenter le montant du capital social ;

Agir comme agent, pour toutes compagnies, sociétés ou personnes faisant les mêmes affaires, sous le nom de "La Maison Carignan Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3745

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. P. Auguste Choquette, avocat, Antonin Galipeault, avocat, Louis S. St. Laurent, avocat, Hector Laferté, avocat, J. Auguste Choquette, jr., employé civil, J. G. Scott, gérant, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire en général le commerce d'immeubles et toutes transactions immobilières et mobilières s'y rapportant ; construire, un ou des élévateurs pour piétons, chevaux, voitures, et faire toutes transactions et passer tous contrats pour les fins d'iceux ;

S'amalgamer avec ou prendre des parts dans toute autre compagnie ayant un ou des objets semblables aux siens ;

Payer pour tout ce qu'elle est autorisée à acquérir soit en argent ou en parts acquittées ou partiellement acquittées de son capital actions, de même pour services professionnels ou autres, sous le nom de "La Compagnie d'Immeubles et d'Elévateur Champlain Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3741

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze septembre 1913, constituant en corporation MM. Gustave Proteau négociant, Eugène Lamontagne, industriel, Philémon Vallière restaurateur, Victor Ménard et Bernadin Proteau, comptables, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles, acquérir, disposer de la manière et conditions qui seront jugées convenables de tout immeuble généralement quelconque ;

Exercer le commerce et l'industrie de constructeurs de maisons, édifices et constructions quelconques, acquérir des constructions et en disposer aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables ;

Exercer le commerce et l'industrie d'entrepreneurs, d'agents d'immeubles et de commerçants de tous matériaux entrant dans la construction ;

Conclure tout contrat, arrangement ou conventions pour construire, entretenir aux conditions et de la manière qui seront stipulées, des rues, chemins, ruelles et sentiers ;

To amalgamate with any other companies having the same objects as this company ;

To borrow and loan money on notes, bonds, hypothecs, debentures or other suitable securities ;

To sell shares to other companies and redeem same, purchase shares in other companies and resell same ;

To sell, alienate the whole or part of its property, and increase its capital stock ;

To act as agent for any companies, firms or persons carrying on the same business, under the name of "La Maison Carignan Limitée", with a capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3746

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1913, incorporating Messrs. P. Auguste Choquette, advocate, Antonin Galipeault, advocate, Louis S. St. Laurent, advocate, Hector Laferté, advocate, J. Auguste Choquette, civil employee, J. G. Scott, manager, of the city of Quebec, for the following purposes :

To generally deal in real estate and carry on any transactions in moveable and immoveable property connected therewith ; to construct one or more elevators for foot passengers, horses, carriages and to make's any transactions and enter into any contracts for the above purposes ;

To amalgamate with or take shares in any other company having one or more objects similar to those of the company ;

To pay for anything the company is authorized to acquire, either in cash or fully or partly paid up shares of its capital stock, and also for professional or other services, under the name of "La Compagnie d'Immeubles et d'Elévateur Champlain, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated at the office of the secretary of the province, this nineteenth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3742

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1913, incorporating Messrs Gustave Proteau, trader, Eugène Lamontagne, manufacturer, Philémon Vallière, restaurant keeper, Victor Ménard and Bernadin Proteau, accountants, of the city of Quebec, for the following purposes :

To deal in real estate and acquire, dispose of any immoveable property whatsoever in the manner and on the conditions deemed convenient ;

To carry on the trade and business of builders' of houses, buildings and structures whatsoever and to acquire structures and dispose of the same in the manner and on the conditions deemed convenient ;

To carry on the trade and business of contractors, real estate agents and dealers in any materials used for construction work.

To enter into any contract, arrangement or convention for building and maintaining streets, roads, lanes and pathways on the conditions and in the manner which may be stipulated ;

Acquérir, posséder, disposer, construire, entretenir aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables, des aqueducs, citernes, drains, égouts, réserves et généralement toute construction, travaux ayant pour objet d'approvisionnement d'eau et la protection de la santé en tous endroits, cités, villes, et villages ;

Construire, exploiter ou disposer de voitures, automobiles, ou autres ;

Acquérir, posséder, développer, exploiter de toute manière qui sera jugée convenable, des chutes ou pouvoirs d'eau, produire de l'électricité ou toute autre force motrice, employer, vendre ou autrement disposer de la dite électricité ou de toute autre force motrice pour des fins d'éclairage ; construire et exploiter tout équipement, machinerie, appareil, lignes nécessaires à ces fins, le tout subordonnement à tous statuts et règlements locaux, municipaux et provinciaux à ce sujet ; pouvoirs à être exercés dans les districts de Québec, Montmagny, Beauce et Trois-Rivières ;

Acquérir, posséder, construire, développer des usines, pour fabriquer le gaz d'éclairage ou tout moyen d'éclairage et distribuer, transmettre ce gaz et ces moyens d'éclairage, les vendre ou autrement en disposer avec faculté de construire et exploiter tout équipement, machinerie, appareil et lignes nécessaires à ces fins, subordonnement à tous statuts et règlements locaux, municipaux et provinciaux, pouvoirs à être exercés dans les districts de Québec, Montmagny, Beauce et Trois-Rivières.

Acquérir, posséder, louer de toute manière qui sera jugée convenable des limites à bois, les exploiter et généralement exercer l'industrie du bois, de marchands de bois, de propriétaires de scieries, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer et exporter, et faire le commerce de bois de construction et autres bois de toute sorte, fabriquer et faire le commerce d'articles en bois de tout genre dans la fabrication desquels entre du bois de construction ou tout autre bois, et de tous les articles qui peuvent être faits ou tirés du bois ou de déchets de bois ;

Exercer l'industrie de la pulpe, acquérir posséder de la manière qui sera jugée convenable, et exploiter des limites à bois dans le but d'en faire de la pulpe ou du papier, exploiter des pulperies, usines à fabriquer le papier, et manufacturer, vendre ou autrement exploiter le bois de pulpe et le papier et en disposer aux conditions qui seront jugées convenables ;

Faire les affaires de courtier d'assurances et d'agent d'assurance sur le feu et sur la vie ;

Acquérir, posséder des usines, machineries et toutes autres choses utiles pour la fabrication et la distribution de la chaleur par quelque moyen que ce soit ; pouvoirs à être exercés dans les districts de Québec, Montmagny, Beauce et Trois-Rivières ;

Acquérir ou entreprendre de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables, la totalité ou une partie des affaires, propriétés ou engagements de toute personne, société ou compagnie, exerçant une industrie semblable à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de propriété propre aux fins de la présente compagnie ;

Acquérir, posséder, exploiter et disposer aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables, des franchises, privilèges de toute corporation municipale et de tous pouvoirs publics ;

Acquérir par achat, bail ou autrement ou prendre des actions, obligations, débentures, ou autres valeurs de toute compagnie exerçant ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans l'industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, et les vendre, détenir réemettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Émettre et répartir des actions acquittées de la compagnie en plein paiement ou en paiement partiel de tout service rendu ou de toute industrie, franchise, privilège, propriété, droits, pouvoirs, bail, licence ou contrat que la compagnie est autorisée à acquies ;

To acquire, hold, dispose of construct, maintain, on the conditions and in the manner deemed convenient water works, cisterns, drains, sewers, reservoirs, and generally any construction and works having for its object the supplying of water and the protection of health in all localities, cities, towns and villages ;

To construct, exploit or dispose of carriages, automobiles or other vehicles ;

To acquire, hold, develop, exploit in any manner deemed advisable, water powers or falls, produce electricity or any other motive power, employ, sell or otherwise dispose of the said electricity or any other motive power for the purposes of lighting ; to construct and operate any equipment, machinery, apparatus, lines, necessary for such purposes, the whole subordinately to any provincial, municipal and local statutes and by-laws of such effect ; the said powers to be exercised within the districts of Quebec, Montmagny, Beauce and Three Rivers ;

To acquire, hold, build, develop works to manufacture gas for lighting or any other means of lighting, and distribute, transmit such gas and means of lighting, sell or otherwise dispose of same with right to build and operate any equipment, machinery, apparatus and lines necessary for such purposes, subordinately to any local, municipal and provincial statutes and by-laws, the said powers to be exercised within the districts of Quebec, Montmagny, Beauce and Three Rivers ;

To acquire, hold, lease in any manner deemed fit, timber, limits, operate same and generally carry on the lumber business, the business of wood merchants and saw-mill owners, and purchase, sell, prepare for market, manufacture, import and export and deal in lumber and other wood of all kinds, manufacture and deal in articles of wood of any sort in the manufacture of which lumber or any other wood forms a part, and of all articles which may be made or taken from wood or waste wood ;

To carry on the pulp business, acquire, hold in the manner deemed advisable, and operate timber limits for the purpose of making pulp and paper thereof, operate pulp-mills, factories to make paper, and manufacture, sell or otherwise carry on the pulp and paper business and dispose of same on the conditions deemed advisable ;

To carry on the business of fire and life insurance agents and brokers ;

To acquire, hold works machinery and everything else useful for the manufacture and distribution of heat by any means whatsoever ; the said powers to be exercised within the districts of Quebec, Montmagny, Beauce and Three Rivers ;

To acquire or undertake in the manner and on the conditions deemed fit, the whole or a part of the business, property or obligations of any person, partnership or company carrying on a similar business to that which this company is authorized to carry on or in possession of property suitable for the purposes of the company ;

To acquire, hold, exploit and on the conditions and in the manner deemed advisable dispose of the franchises and privileges of any municipal corporation and of any public powers ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or accept the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in any business that this company is authorized to carry on, and sell, hold, reissue with or without security, or otherwise dispose of same ;

To issue and allot paid up shares of the company in full or partial payment for any service rendered or for any business, franchise, privilege, property, right, power, lease, license or contract that the company is authorized to acquire ;

Vendre, arrenter ou autrement disposer de la propriété, entreprise de la compagnie, ou d'une partie quelconque de la propriété pour la compensation que la compagnie jugera convenable, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou pour des intérêts ou des parts de toute société des personnes ou de syndicat de personnes ;

Conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec tout gouvernement municipal ou autorité locale, ou avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point de s'engager dans toute industrie ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter à cette compagnie directement ou indirectement, et répondre des contrats avec ou sans garantie et avancer des fonds ou autrement aider toute telle personne ou compagnie entreprenant d'améliorer ou de construire sur toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement, aux personnes ou compagnies et aux termes et conditions que la compagnie jugera bon, et en particulier aux locataires, constructeurs et entrepreneurs ;

Garantir le paiement des deniers assurés ou payables au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, changes, obligations ou toutes valeurs de toute compagnie ou entreprise dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Conclure des arrangements avec tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale ou locale, ou autrement, qui seront de nature à atteindre les fins de la compagnie ou aucune d'elle ;

Placer les fonds non employés de la compagnie de la manière qui sera déterminée de temps à autre ou distribuer en espèces entre les actionnaires toute partie de la propriété de la compagnie ;

Faire tous les actes et choses ci-dessus comme principaux agents, entrepreneurs ou fondés de pouvoirs ;

Faire toutes les autres choses qui seront propres à atteindre les objets ci-dessus ;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans tout paragraphe ci-dessus ne sera ni limitée, ni restreinte par induction ou déduction des termes de toute autre paragraphe que ce soit ni par induction ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "Parc Saint-Malo Limitée", avec un capital de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00), divisé en dix-neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3707 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1913, constituant en corporation M.M. W. L. Stoneburn, William A. Allen, W. P. Kearney, Paul R. Hanson, George Husson, Victor Lévesque et William Sickinger, gérants, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Promouvoir les intérêts de personnes intéressées dans les automobiles, véhicules-moteurs et leurs accessoires de quelque nature que ce soit, et fournir aux membres de la compagnie l'occasion de se rencontrer à période fixe afin de discuter toutes questions se rapportant aux intérêts de leur commerce, et adopter et promouvoir toutes mesures de nature à favoriser le développement de tel commerce ;

Organiser des expositions temporaires, courses, concours d'ascension de collines, épreuves d'endurance, gymkanas, etc., et établir et maintenir des expositions permanentes d'automobiles, de véhicules-moteurs, d'aéroplanes, de machines volantes

To sell, rent or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or of any part whatever of the property for the compensation that the company may deem suitable, bonds, debentures or securities of any other company or for any interest or shares of any association of persons or syndicate of persons ;

To enter into arrangements respecting the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint risk, reciprocal concession or otherwise with any municipal government or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to engage in any business or transaction that this company is authorized to carry on or any business capable of being conducted in such manner as to be of advantage to the company, directly or indirectly, and be responsible for the contracts, with or without security, and advance funds or otherwise assist any such person or company undertaking to improve or to build on any property in which the company is interested, and generally to persons or companies and on the terms and conditions that the company may deem fit, and especially to tenants, builders and contractors ;

To guarantee the payment of money secured or payable by way of debentures, shares, contracts, mortgages, exchange, obligations or any securities of any company or undertaking whose objects are in whole or in part similar to those of the company ;

To enter into arrangements with any local, municipal, provincial or federal government or authority, or otherwise, of a nature to attain the purposes of the company or any of same ;

To invest the unemployed funds of the company in the manner determined upon from time to time, or distribute in kind amongst the shareholders any part of the property of the company ;

To do any of the hereabove acts and things as principals agents, contractors or by proxy ;

To do anything else suitable to attain the hereabove objects ;

The interpretation of any powers granted in any hereabove paragraph shall not be limited or restricted by induction or deduction from the terms of any other paragraph whatsoever, neither by induction or deduction, from the name of the company, under the name of "Parc St Malo Limitée", with a capital stock of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00), divided into one thousand nine hundred and ninety (1990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3708 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1913, incorporating Messrs W. L. Stoneburn, William A. Allen, W. P. Kearney, Paul R. Hanson, George Husson, Victor Lévesque, and William Sickinger, managers, all of Montreal, for the following purposes :

To promote the interests of those financially interested in the automobiles, motor-cars and accessories of whatever nature, and to give its members an opportunity to meet at stated periods, in order to discuss the questions concerning the interests of their trade, and to adopt and promote such measures as they may deem likely to favor the development of such trade ;

To organize temporary exhibitions, race-meetings, hill-climbing contests, endurance trials, gymkanas, etc., and to establish and maintain upon permanent basis, automobile, motor-vehicles, aeroplane, flying-machine exhibitions in the city of Montreal, and in

* dans la cité de Montréal, et dans tous autres endroits contribuant ou concourant à ces expositions ;

Distribuer et faire de la propagande dans les municipalités afin d'intéresser ces municipalités dans la construction et l'entretien de chemins convenables pour automobiles et autres voitures conformément aux lois promulguées par la législature de la province ;

Agir comme représentant, agent général ou spécial de tout marchand, manufacturier, négociant et de toute personne ou compagnie faisant le commerce d'objets semblables ;

Acquérir des propriétés mobilières ou immobilières, biens meubles ou immeubles par achat, bail, construction ou autrement ;

Acheter ou acquérir autrement la totalité ou partie de l'actif, des privilèges commerciaux, contrats et intérêts de toute personne, compagnie, société, association, syndicat exerçant en tout ou en partie un commerce semblable à celui que la compagnie est autorisée d'exercer ou un commerce propre aux fins de la compagnie et en disposer de quelque manière que ce soit ;

S'associer et conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou entreprenant toute industrie ou transaction semblables à celles que cette compagnie est autorisée d'exercer, ou d'entreprendre, et prendre ou autrement des actions ou autres valeurs de toutes compagnies et les posséder, les vendre, les émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en disposer autrement ;

Acquérir et posséder tout commerce, franchise, entreprise, droits de propriété, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, propriétés et autres droits que cette compagnie peut acquérir légalement d'après la présente charte ;

Rémunérer tout officier ou toute autre personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'une partie du capital de la compagnie ou de toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation, promotion ou gérance de la compagnie ou la conduite de ses affaires par l'émission d'actions acquittées ou autrement ;

Émettre des actions acquittées et non sujet à appel, des débetures ou autres valeurs de la compagnie en plein paiement, ou en paiement partiel de toute propriété immobilière, droits ou autres biens acquis par la compagnie par aucun titre, sous le nom de "The Montreal Automobile Trade Association, Limited", avec un capital actions de dix mille piastres (\$10,000 00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100 00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3777

Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10 septembre 1913, constituant en corporation M.M. Edouard Loubier, manufacturier, de Beauceville, Vital Cliche et Philibert Cliche, manufacturiers, de Beauce Jonction, Vénérend Roy, commerçant, François-Xavier Dufour, avocat, de Saint Joseph de Beauce, dans les buts suivants :

Manufacturer des brosses, balais, pinceaux et tous autres articles pouvant se manufacturer en bois et en fer, et en faire le commerce comme agent ou autrement, manufacturer les biscuits,

such other localities as may contribute thereto or compete thereat ;

To organize and carry out a campaign in municipalities, in order to get such municipalities interested in the building and maintenance of suitable roads for automobiles and other traffic, according to the laws enacted by the provincial legislature ;

To act as representatives, general or special agent for any merchant, manufacturer, trader, person or company dealing in similar objects ;

To acquire any moveable or immoveables, real or personal property by purchase, lease, construction or otherwise ;

To purchase or otherwise acquire, in whole or in part and in any manner whatsoever to dispose of the assets, business, privileges, contracts and interests of any person, company, firm, association, syndicate carrying on in whole or in part the same business which this company is authorized to carry on, or which may be suitable for the purposes of this company ;

To enter into any partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests with any person or company carrying on or engaged in any business or transactions similar to those, which this company is authorized to carry on, or engaged in, and take or otherwise acquire shares or other securities of any such companies and hold, sell, reissue with or without guarantee, or otherwise dispose of the same ;

To acquire and hold any business, franchise, undertaking property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, property and other rights which the company may legally acquire by virtue of the present charter ;

To remunerate any official or any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of part of the capital of the company or any debentures or other securities of the company or about the formation, promotion or management of the company or the conduct of its business by issuing paid up shares or otherwise ;

To issue paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in full or part payment for any moveable or immovable property, rights or other assets by the company under any title, under the name of "The Montreal Automobile Trade Association, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100 00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3778

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1913, incorporating Messrs. Edouard Loubier, manufacturer, of Beauceville, Vital Cliche and Philibert Cliche, manufacturers, of Beauce Jonction, Venerend Roy, trader, François Xavier Dufour, advocate, of Saint Joseph de Beauce, for the following purposes :

To manufacture brushes of all kinds, broom's and any other article capable to be manufactured with wood or iron and to deal therein as agent or otherwise ; to manufacture biscuits,

confiseries toutes espèces de sucreries, sirops et vinaigres, et d'en faire le commerce comme agent ou autrement; acquérir des propriétés immobilières, construire sur icelles toutes espèces de bâtiments, avec droit de les aliéner; les hypothéquer et de faire le commerce d'immeubles en général; faire aussi le commerce de toutes espèces de bois, sous le nom de "The Megantic Broom Manufacturing Company", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Mégantic.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3629.2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10e jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Thomas Pepin, Philippe Fortin, cultivateurs, Napoléon Gagné, commerçant, Oram Poulin, cultivateur, de Saint-Victor de Tring, et Gédéon Lafontaine, cultivateur, de Saint-Evariste de Forsyth, dans les buts suivants :

Pour faire le commerce de bois, droit d'acheter, de vendre le bois, faire l'achat des terrains et de tout autre immeuble concernant tout le commerce de bois, et de l'exploiter de toute manière ;

Droit d'acheter, vendre et construire des aqueducs, et de les exploiter par un loyer annuel ;

Droit de négocier, émettre des billets, faire des emprunts, donner des chèques au nom de la compagnie signés par le secrétaire gérant, contresignés par le président, sous le nom de "The Victor Lumber Company Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Victor de Tring.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3635.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Joseph Elisée Roy, courtier, de Montréal, Aimée Boucher et Omer Ally, notaires, de Pierreville, Urbain Caron, agent, et J. George Langelier, courtier, de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, acheter, posséder, arrenter, développer, cultiver, revendre, pour des fins de construction ou autres, non en contravention avec les règlements municipaux des terrains situés sur l'île de Montréal ou aux environs ; donner

confectionery, all kinds of sweetmeats, syrups and vinegars and deal therein as agent or otherwise ; to acquire immoveable properties, erect thereon all kinds of buildings with the power to alienate and hypothecate the same and generally to carry on a real estate business ; also deal in all kinds of wood, under the name of "The Megantic Broom Manufacturing Company", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Mégantic.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3630

Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1913, incorporating Messrs. Thomas Pepin, Philippe Fortin, farmers, Napoléon Gagné, trader, Oram Poulin, farmer, of Saint Victor de Tring, and Gedeon Lafontaine, farmer, of Saint Evariste de Forsyth, for the following purposes :

To deal in wood, to be authorized to purchase and sell wood, purchase lands and any other immoveables respecting the wood business and to exploit the same in any manner ;

To be authorized to purchase, sell and construct water works and to operate the same under an annual lease ;

To be authorized to negotiate and issue promissory notes, make loans, give cheques in the name of the company, signed by the managing secretary and countersigned by the president, under the name of "The Victor Lumber Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Victor de Tring.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1913

C. J. SIMARD,

3636

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1913, incorporating Messrs. Joseph Elisée Roy, broker, of Montreal, Aimée Boucher and Omer Ally, notaries, of Pierreville, Urbain Caron, agent, and J. George Langelier, broker, of Montreal, for the following purposes :

To acquire, purchase, hold, rent, develop, cultivate, resell for building purposes or otherwise, not in contravention with municipal by-laws, lands situate in the Island of Montreal or in the neighborhood, to give promises of sale

des promesses de vente pour le tout ou en partie des dits terrains, y ériger des constructions, maisons d'habitation, cottages, chalets, hôtels, manufactures, et autres bâtiments et dépendances, y faire des chemins et des rues, subdiviser les dites terres, les cadastrer, exercer généralement pour les fins de revente de terres et terrains le commerce de courtiers d'immeubles ;

Acheter, acquérir, développer, revendre en tout ou en partie des immeubles dans la cité de Montréal ou dans les limites de l'île de Montréal ou des environs, un ou des immeubles avec ou sans bâtisses, nécessaires ou utiles aux fins de construction ou d'administration des affaires de la compagnie ; prendre, accepter, détenir des actions d'autres compagnies dont les objets sont en tout en partie semblables à ceux de cette compagnie en paiement de toute redevance de prix de vente d'aucune partie des dites terres ou terrains acquis par la dite compagnie, sous le nom de "Pointe-aux-Trembles Land Company", avec un capital de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD

3633.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Samuel Gerald Tritt, avocat, Hyman S. Burnstein, Noah Stern, marchands, Joseph Presner, ingénieur, et Edna Urquhart, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer le commerce en gros et en détail de commerçants de vêtements pour dames, fournisseurs et manufacturiers de toutes sortes de vêtements pour dames, manufacturiers de drap, et commerçants de toutes sortes de lainages et cotonnades, tissus et autres fournitures de tailleurs.

Tirer, faire, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, et autres effets négociables ou transférables ;

Agir comme agents pour les marchands, commerçants et manufacturiers de tous effets, articles ou marchandises ;

Acquérir et prendre soit comme une affaire en opération ou autrement, les affaires, entreprises, actif et les obligations de toute personne, société ou corporation faisant des affaires semblables ou des affaires en rapport à celles de cette compagnie, et de les payer soit en tout ou en partie en argent ou en tout ou en partie en actions acquittées de cette compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens ou obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la dite compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie et de les payer en actions acquittées de cette compagnie ;

for the whole or part of the said lands, erect structures, dwelling houses, cottages, chalets, hotels, manufactories and other buildings and dependencies thereon, build roads and streets thereupon, subdivide the said lands, to cadastre the same and for the purposes of reselling the lands and lots to generally carry on the business of real estate brokers ;

To purchase, acquire, develop, resell in whole or in part, real estate in the city of Montreal or within the limits of the Island of Montreal or in the neighborhood, one or more immovables with or without buildings, necessary or suitable for building purposes or for the management of the company's business ; to take, accept and hold shares in other companies whose objects are in whole or in part similar to those of this company in payment of any part of the sale price due on any portion of the said lands or lots acquired by the said company, under the name of "Pointe aux Trembles Land Company", with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3634

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 8th day of September, 1913, incorporating Messrs. Samuel Gerald Tritt, advocate, Hyman S. Burnstein, Noah Stern, merchants, Joseph Presner, engineer, and Edna Urquhart, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on any of the businesses of wholesale or retail dealers in ladies wearing apparel, outfitters and manufacturers of all kinds of ladies wearing apparel, cloth manufacturers, and dealers in all kinds of wollen and cotton goods, textile fabrics and other tailors trimmings ;

To draw, make, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments ;

To act as agents for traders, dealers and manufacturers of any goods, wares or merchandise ;

To acquire and take over, either as a going concern or otherwise, the business undertakings, assets and liabilities of any individual, firm or corporation carrying on a similar business or a business incidental to that of this company, and to pay for the same either wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid-up shares of this company ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay for the same by paid-up shares of this company ;

Faire tout contrat avec toute personne ou compagnie pour services devant être rendus par telle personne en argent ou en actions acquittées de cette compagnie, ou partie en argent et partie en actions acquittées de cette compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement les marques de commerce, patentes, brevets d'invention, licences, concessions et autres droits semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autre renseignement quant à toute invention qui peut paraître capable d'être employée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut être destinée, directement ou indirectement, au bénéfice de cette compagnie et employer, exercer, développer ou octroyer des licences en rapport d'iceux ou mettre à profit autrement les biens, droits ou renseignement ainsi acquis ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toutes propriétés mobilières et immobilières, et tous les droits ou privilèges que cette compagnie jugera nécessaires ou utiles pour les fins de ses affaires et en particulier les terres, bâtisses, droits, machines, matériel et fonds de commerce ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, mettre à profit tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, en disposer ou en faire le commerce autrement ;

S'amalgamer avec toutes autres compagnies ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie ;

Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses de la compagnie, et en rapport à l'incorporation et organisation d'icelle ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "The Queen Skirt & Cloak Company Incorporated", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3661.2 Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze septembre 1913, constituant en corporation MM. A. Boucher, Ernest Hébert, R. A. Forest, A. Louis Boucher, L. C. Farly, gentilhommes, de Joliette, dans les buts suivants :

La publication d'un journal, et toutes sortes de travaux d'impression et de relieure, sous le nom de "La Compagnie de Publication L'Action Populaire Limitée", avec un capital de

To enter into any contract with any person or company for services to be rendered by such person in cash or fully paid up shares of this company, or partly in cash and partly in fully paid-up shares of this company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company and to use, exercise develop or grant licenses in respect of or otherwise to turn to account the property, rights or information so acquired ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, and any rights or privileges which the company think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company ;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organization of the company ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "The Queen Skirt & Cloak Company Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3662 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1913, incorporating Messrs. A. Boucher, Ernest Hébert, R. A. Forest, A. Louis Boucher, L. C. Farley, gentlemen, of Joliette, for the following purposes :

The publication of a journal and the execution of all kinds of printing and binding work, under the name of "La Compagnie de Publication L'Action Populaire Limitée", with a capi-

vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3645.2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 9^e jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Samuel Ouellette et J. Edmond Vézina, industriels, Jean-Baptiste Forget, marchand, Zéphir Raymond, hôtelier, J. Hilaire Chasles, industriel, et Wilfrid Lalonde, avocat, du village Mont-Laurier, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, manufacturer le bois, le fer, la fonte et faire généralement tout ce qui concerne le commerce et l'industrie de fonderie, sous le nom de "La Fonderie Mont-Laurier Limitée", avec un capital de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en mille (1000) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Mont-Laurier.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de septembre, 1913.

C. J. SIMARD,

3631.2

Sous-secrétaire de la province,

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. John M. Campbell, comptable, James C. Pool, agent d'immeuble, Eugène R. Angers, avocat, J. Salluste Lavery, agent, et W. A. Handfield, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de constructeurs et d'entrepreneurs et construire, bâtir et ériger des maisons ou édifices de toutes descriptions, et tous travaux ou édifices publics ou privés soit pour le compte de la compagnie ou par contrat pour toutes personnes, sociétés, associations ou corporations ;

Exercer toutes ou aucune des industries suivantes, savoir : l'industrie de charpentiers, d'ébénistes, de manufacturiers, agents et commerçants de briques, tuiles, drains et autres tuyaux, terra-cotta, pierre, sable, ciment, chaux, poil, bois de charpente, peinture et de tout ce qui est nécessaire pour la construction en général, la décoration et l'ameublement ;

Acquérir et prendre à bail tout terrain ou édifice, intérêt en iceux ou droit s'y rapportant, et les administrer, améliorer, développer et les mettre à profit selon qu'il sera jugé à propos, particulièrement par la préparation d'emplacements pour édifices et par la construction, reconstruction, réparation, amélioration, décoration, l'ameublement et l'entretien de maisons, manufactures, édifices, usines, et autres accommodations de toutes sortes, ou en consolidant,

tal stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3646

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th day of September, 1913, incorporating Messrs. Samuel Ouellette and J. Edmond Vézina, manufacturers, Jean-Baptiste Forget, merchant, Zéphir Raymond, hotelkeeper, J. Hilaire Chasles, manufacturer, and Wilfrid Lalonde, advocate, of Mont-Laurier, for the following purposes :

To purchase, sell, manufacture wood, iron, cast-iron, and generally to carry on any business respecting the trade and business of smelters, under the name of "La Fonderie Mont-Laurier Limitée", with a capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000.00), divided into one thousand (1000) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Mont-Laurier.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3632

Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1913, incorporating Messrs. John M. Campbell, accountant, James C. Pool, real estate agent, Eugène R. Angers, advocate, J. Salluste Lavery, agent, and W. A. Handfield, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of builders and contractors, and to construct, build and erect any houses or buildings of any description, and any public or private works and buildings, whether on the company's own account or under any contract with other persons, firms, partnerships, or corporations ;

To carry on all or any of the following businesses, viz : carpenters, joiners, manufacturers of agents for, and dealers in bricks, tiles, drain and other pipes, terra cotta, stone, sand, cement, lime, hair, timber, paint, and general building, decorating and furnishing requisites ;

To acquire or take on lease any land or buildings in interest therein, or rights thereto, and to manage, improve, develop and turn the same to account as may seem expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining houses, factories, buildings, works and conveniences of all kinds, by consolidating, connecting or subdividing properties, and leasing or otherwise dis-

joignant ou subdivisant des propriétés et les louant et en disposant autrement, au comptant ou à terme ou autrement, et en traçant des chemins et carrés ;

Développer et aider au développement de tous terrains, et à cette fin faire des avances et donner des garanties, et en général faire toutes conventions jugées convenables ;

Acquérir, travailler, développer, admettre à profit des carrières, briqueteries, sablières et autres propriétés jugées convenables aux fins de la compagnie, et vendre ou manufacturer les produits d'iceux et s'en servir, et aussi acquérir, travailler et développer tous bois de charpente, limites à bois et produits d'icelles jugées à propos ;

Acquérir, acheter, louer des bateaux ou barges de toutes sortes, et bâtir, acquérir, acheter ou louer des voies d'évitement, gares, matériel ou autres choses de même nature pour les fins de la compagnie ;

S'amalgamer, assumer, acquérir, louer ou vendre ou acheter l'actif de toute personne, société ou corporation faisant un commerce semblable, et le payer en actions, parts de la compagnie ou autres considérations valables ;

Emettre des obligations et débetures et les garantir par l'actif de la compagnie et émettre des actions privilégiées et les annuler, changer ou annuler ;

Faire toutes ou aucune des choses qui peuvent être nécessaires ou utiles aux intérêts de la compagnie dans la conduite de ses affaires, sous le nom de "Builders Supplies Limited", avec un capital actions de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD.

3663 2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Richard Tuson Heneker, conseil en loi du Roi, Walter Seely Johnson et Edward James Waterston, avocats, Hugh Wylie, comptable, Mabel Hyndman, sténographe, de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, louer, ou acquérir autrement et posséder des immeubles, vendre, louer, céder, échanger la totalité ou toute partie des dits immeubles, en disposer ou en faire le commerce autrement, et développer, mettre à profit, améliorer et tracer toutes telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement et particulièrement en construisant, changeant, démolissant, décorant, entretenant, fournissant, meublant et améliorant toutes sortes de bâtisses pour toutes fins ;

Agir comme agents ou procureurs pour vendre des propriétés, placer, administrer, prêter, payer, transmettre, et percevoir des deniers, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations et

posing of the same, whether for cash and terms or otherwise, and by laying out roads and open spaces ;

To develop and assist in developing any landed property, and for that purpose to make advances and to enter into guarantees, and generally, to make such arrangements as may be deemed expedient ;

To acquire, work, develop, and turn to account any quarries, brick yards, gravel pits, and other property convenient for the purposes of the company, and to use, sell or manufacture the products thereof as well as to acquire, work and develop all timber or timber limits or products thereof that may be deemed expedient ;

To acquire, purchase, lease, boats or barges of all kinds for the purposes of the company and for same to build, acquire, purchase or lease railway sidings, stations, plant or other things of a like nature ;

To amalgamate, take over, purchase, lease or sell or buy the assets of any person, firm or corporation carrying on a similar business, and to pay therefore in stock shares of the company or other valuable consideration.

To issue bonds and debentures and secure same by guarantee on the assets of the company and to issue preference stock and the same to rescind or vary or cancel ;

To do all and any things that may be necessary or conducive to the interest of the company in carrying its above purposes, under the name of "Builders Supplies Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3664

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letter patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1913, incorporating Messrs. Richard Tuson Heneker, King's Counsel, Walter Seely Johnson and Edward James Waterston, advocates, Hugh Wylie, accountant, Mabel Hyndman, stenographer, of Montreal, for the following purposes :

To purchase, lease, or otherwise acquire and to own real estate, to sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, turn to account, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise and in particular by constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, furnishing, fitting up and improving all kinds of buildings for any purposes ;

To act as agents or attorneys for the sale of property, the investment, handling, loan payment, transmission and collection of moneys rents, interest, dividends mortgages, bonds and

autres valeurs, et faire des enquêtes, évaluations, ventes, échanges, baux, subdivisions, et autres choses semblables, et en général exercer l'industrie d'agents d'immeubles, à commission ou autrement ;

Prendre et détenir des hypothèques, garanties ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, franchises, biens, droits ou obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie et les payer en tout ou en partie avec le stock acquitté et non sujet à appel de la compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, et garantir leurs contrats, soit avec ou sans garantie, et leurs prêter de l'argent, ou aider autrement toute telles personne ou compagnie entreprenant la construction ou l'amélioration de toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et en général à telles personnes ou compagnies et aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos, et en particulier aux locataires, constructeurs et entrepreneurs ;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Placer et faire le commerce avec les argents de la compagnie, non immédiatement requis, sur telles garanties et de telles manières qui pourront être déterminées de temps en temps ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents, entrepreneurs ou procureurs ;

Faire toutes telles autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition d'aucun des susdits objets, sous le nom de "Robinson, Richardson & Chambers, Limited", avec un capital-actions de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3687 2 Sous-secrétaire de la province.

other securities, and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like, and generally to carry on the business of real estate agents, on commission or otherwise ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchises, property, rights or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay for same or part thereof with fully paid up and non-assessable stock of the company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to guarantee the contracts of, either with or without security, and to lend money to or otherwise assist any such person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested and generally to such persons or companies and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular to tenants, builders and contractors ;

To take or otherwise acquired and to hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities, and in such manner as may from time to time be determined ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or attorneys ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Robinson, Richardson & Chambers, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3688 Deputy Provincial Secretary.

Avis est par le présent donné que "L'Œuvre de Protection des Jeunes Filles", de Québec, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable, tel qu'exposé dans sa charte d'incorporation, la loi 9, Ed. VII, chap. 142.

Le siège principal de la société est dans la cité de Québec.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-deuxième jour de septembre 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.
WILLIAM CHUBB.

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

3719

Avis est par le présent donné que "La Prévoyance (The Provident)", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire, dans cette province, les affaires d'assurance contre la maladie.

Le siège principal de la compagnie est situé dans la ville de Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce onzième jour de septembre 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB.

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

3623-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou gliosoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un

de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session réécéder la prise en considération de la pétition.

Notice is hereby given that "L'Œuvre de Protection des Jeunes Filles", of Québec, P. Q., has been licenced and registered to transact in this province the business of a Charitable Association as set forth in its act of incorporation, act 9, Ed. VII, chap. 142.

The head office of the association is in the city of Québec.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty second day of September, 1913.

For the Treasurer of the Province of Québec,
WILLIAM CHUBB.

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

3720

Notice is hereby given that "La Prévoyance (The Provident)", of Montreal, P. Q., has been licensed and registered to transact in this province, the business of sickness insurance.

The head office of the company is situated in the city of Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this eleventh day of September, 1913.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB.

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

3624

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
G. C. I.

3047

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,
C. L. O.

3048

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Com

29 SEP 1913

être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder devant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession avec laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'accrocher une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'accrocher ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités.

Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with the Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment or by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, at a cost of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.

L. P. GEOFFRION,

3049

Greffier de l'Assemblée Législative.

L. P. GEOFFRION,

Clerk of the Legislative Assembly.

3050

Demandes à la Législature

Province de Québec, }
District de Beauharnois. }

Avis est par les présentes donné qu'un bill sera présenté à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire déclarer bons et valables deux actes de vente consentis par Dame Arabella Bergevin, épouse de Horace Cormier, comptable, de la cité et du district de Montréal, à Olier Mathieu, meublier, de la ville de Beauharnois, et un acte de vente consenti par ce dernier à Delvinie Gerdron, maître plombier, de la dite ville, des lots Nos 15 et 59, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, et pour autoriser la dite Dame Horace Cormier à hypothéquer, vendre, etc., un autre lot portant le numéro 14, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, nonobstant toute substitution qui peut exister aux termes du contrat de mariage de Dame Arabella Bergevin et Horace Cormier, reçu par A. Jolicœur, notaire, le 14 septembre 1904.

3703

H. A. BEIQUE,
Procureur de la requérante.

Les exécuteurs testamentaires de feu Dame Frances Mary Jane Lloyd, en son vivant de Québec, veuve de feu Lawrence James Guilmartin, aussi de Québec, donnent avis qu'à la prochaine session de la législature de cette province, ils demanderont la passation d'un bill aux fins de ratifier les arrangements effectués par eux avec la corporation du Séminaire de Saint-Joseph de Baltimore, et madame M. J. G. Talbot, de Québec.

ST. LAURENT & LAFERTE,
Procureurs des requérants.

Québec, 17 septembre 1913.

3701

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company".

GEO. H. BOIVIN,
Solliciteur des requérants.

Granby, 24 septembre 1913.

3723

Avis est par le présent donné que "Beauharnois Electric Company, Limited", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Beauharnois, dans le district de Beauharnois, demandera une loi à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes :

Confirmer sa charte et ses lettres patentes ; lui permettre de faire les affaires et opérations d'une compagnie de gaz, lumière, chaleur et force électrique ; posséder, détenir, louer et autrement acquérir des pouvoirs d'eau et les développer ; produire, transmettre, distribuer, fournir et vendre le gaz et l'électricité pour les fins de chauffage, lumière, traction et force électrique et des fins industrielles et autres ; construire des lignes de transmission, émettre des obligations et débentures et hypothéquer et donner en gage les propriétés de la compagnie, en garantie du paiement des dites débentures ; faire les opérations d'une compagnie de gaz, lumière, chaleur et force électrique dans les comtés de Laval, Huntingdon, Laprairie, Châteauguay, Beauharnois, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Terrebonne, L'Assomption, Chambly, Napierville, Saint-Jean, Iberville, Labelle, Ottawa, et dans l'île et dans la cité de Montréal ; exproprier les propriétés immobilières ou autres ou aucune partie d'icelles et le droit de passage requis pour l'installation de ses lignes de transmission et les propriétés immobilières ou autres, ou aucune partie d'icelle et les droits riverains requis pour l'établissement de ses usines et

Applications to the Legislature

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. }

Notice is hereby given that a bill will be presented at the next session of the Legislature of the province of Quebec, in order to have declared good and valid two deeds of sale made over by Dame Arabella Bergevin, wife of Horace Cormier, accountant, of the city and district of Montreal, to Olier Mathieu, cabinetmaker, of the town of Beauharnois, and one deed of sale made over by the latter to Delvinie Gendron, master-plumber, of the said city, of the lots Nos 15 and 59, of the plan and book of reference of the city of Beauharnois, and to authorize the said Dame Horace Cormier to hypothecate, sell, &c., another lot bearing No 14, of the official plan and book of reference of the town of Beauharnois, notwithstanding all substitution that may be existing in virtue of the marriage contract of Dame Arabella Bergevin and Horace Cormier, received by A. Jolicœur, notary, the 14th September, 1904.

3704

H. A. BEIQUE,
Attorney for petitioner.

The testamentary executors of the late Dame Frances Mary Jane Lloyd, in her lifetime of Quebec, widow of the late Lawrence James Guilmartin, also of Quebec, hereby give notice that they will apply to the Legislature of this province, at the next session thereof for the passing of an act for the ratification of the agreements made by them with the corporation of Saint Joseph Seminary of Baltimore, and Dame M. J. G. Talbot, of Quebec.

ST. LAURENT & LAFERTE,
Attorneys for the petitioners.

Quebec, 17th September, 1913.

3702

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "The Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company".

GEO. H. BOIVIN,
Solicitor for applicants.

Granby, 24th September, 1913.

3724

Notice is hereby given that "Beauharnois Electric Company, Limited", a body politic and incorporate, having its principal place of business in the town of Beauharnois, in the district of Beauharnois, will pray for the passing of an act by the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the following purposes :

To confirm its charter and letters patent ; to permit it to carry on the affairs and operations of a gas, light, heat and electric power company ; to possess, hold, lease and otherwise acquire water powers and development ; to produce, transmit, distribute, furnish and sell gas and electricity for the purposes of heating, lighting, traction and power and for industrial purposes and others ; to construct transmission lines ; to issue obligations, bonds and debentures and to hypothecate and pledge the property of the company as security for the payment of the said debentures ; to carry on the operations of a gas, electric heating and electric power company in the counties of Laval, Huntingdon, Laprairie, Châteauguay, Beauharnois, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Terrebonne, L'Assomption, Chambly, Napierville, St-Jean, Iberville, Labelle, Ottawa and on the Island and in the city of Montreal ; to expropriate immovable and other property or any portion thereof and rights of way required for the installation of its transmission lines and immovable or other property or any portion thereof, and riverain rights necessary for the establishment of its plant and factories ; for the construction and maintenance of flumes, canals,

dépendances et pour la construction et maintien de tranchées, canaux, écluses, ponts, tuyaux, barrages, digues, canaux de roues hydrauliques et autres travaux se rattachant à l'entreprise de la compagnie ; obtenir la confirmation de l'émission du stock de la compagnie, de l'acquisition de certaines propriétés par la compagnie, en vertu d'un contrat en date du 9 novembre 1912, entre certaines personnes et la compagnie ; pour la ratification de la vente de certaines débetures de la compagnie ; la ratification des règlements 18, 22 et 28, de la compagnie permettant à icelle d'emprunter de l'argent, d'émettre des débetures, de garantir le paiement de tel emprunt, d'émettre un stock préférentiel rachetable, de créer des hypothèques et des gages en garantie de l'émission de ses débetures et pour ratifier l'acte de fidéi-commis entre la compagnie et la compagnie "Imperial Trust Company", et généralement pour ratifier l'organisation de la compagnie jusqu'à ce jour, ses diverses émissions de stock et de débetures et pour toutes autres fins quelconques se rapportant aux présentes.

"Beauharnois Electric Company, Limited",
Par D. K. GOODFELLOW,
Secrétaire.

Beauharnois, 24 septembre 1913.

3759

Avis est par les présentes donné que la corporation de la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte "1 Ed. VII, ch. 44, des Statuts de 1901", concernant les matières et choses suivantes, savoir :

Le pouvoir d'annexer de nouveaux territoires ; la fixation du terme de la charge du maire et des échevins ; la nomination et les fonctions du président d'élection ; la préparation, l'examen et la correction de la liste des électeurs municipaux ; la nomination des candidats aux charges municipales et la forme du bulletin de leur présentation ; la nomination et le remplacement des officiers d'élections ; la conservation des documents d'élections ; les avis municipaux ; la prestation du serment des officiers du conseil ; la nomination d'évaluateur ; le mode de confection et correction du rôle d'évaluation ainsi que la manière d'y faire certains changements pendant qu'il est en vigueur ; le vote des appropriations annuel des deniers et le mode de les dépenser ; l'aqueduc et les taux de l'eau ; la taxe de locataire ; les délais d'assemblées des commissaires d'écoles ; la ratification d'un règlement autorisant un prêt pour aider à la construction d'un hôtel ; l'imposition de taxes et le pouvoir d'accorder des permis et licences pour l'exercice de professions, arts, métiers, commerce ou industrie ou d'un genre de travail quelconque, pour les habitants de la cité et les étrangers ; la perception de taxes ou licences ; l'adoption et la mise en vigueur des règlements municipaux concernant la confection, la confirmation et le dépôt de plans de la cité ; la limite d'emprunt et le fonds d'amortissement ; l'autorisation de construire et exploiter un chemin de fer électrique, un système d'éclairage et de chauffage au gaz et à l'électricité, et dans ce but acheter du pouvoir d'eau et d'exproprier pour ces fins ; l'aide à différentes associations ; le pouvoir de diviser des hypothèques consenties en faveur de la corporation sur différents immeubles, en proportion de leur valeur.

ARTHUR BELIVEAU,
Greffier de la cité des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, 16 septembre 1913. 3681-2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi érigeant en corporation de ville, pour toutes fins municipales et scolaires, le territoire faisant partie, actuellement, de la municipalité de Saint-Joachim de Châteauguay, et comprenant les numéros 296, 297, 298, 299, 300,

locks, bridges, tunnels, dams, dykes, race-ways and tail races and other works connected with the operations of the company to obtain the ratification of the issue of stock of the company, of the acquisition of certain properties by the company in virtue of the contract dated the 9th of November, 1912, between certain persons and the company for the ratification of the sale of certain debentures of the company ; the ratification of by laws 18, 22 and 28 of the company, which authorizes the company to borrow money, to issue debentures, to guarantee the payment of such loans ; to issue redeemable preference stock ; to create, hypothecs and pledges in guarantee of the issue of its debentures, and to ratify the deed of trust between the company and the Imperial Trust Company, and in general to ratify the organization of the company up to this date, its various issues of stock and debentures and for all other purposes connected with these presents.

"Beauharnois Electric Company, Limited"
per D. K. GOODFELLOW.

Secretary.

Beauharnois, 24th September, 1913.

3760

Notice is hereby given that the corporation of the city of Three Rivers will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the amending of its charter "1 Ed. VII, ch. 44, Statutes of 1901", respecting the following matters and objects, to wit :

The power of annexing new territories ; the limitation of the term of office of the mayor and aldermen ; the appointment and duties of the president of election ; the preparation, revising and correction of the list of municipal electors ; the nomination of the candidate for municipal offices and the form of nomination-paper ; the appointment and replacing of election officers ; the conservation of election papers, municipal notices ; the taking of the oath of municipal officers ; the appointment of assessors ; the mode of making and correction of the valuation roll ; and also the manner of making certain changes thereto while in force ; the voting of annual appropriation of monies and the manner of expending same ; the water-works and water-rates, tenants, taxes ; the dates of the meetings of school commissioners ; the ratification of a by-law authorizing a loan for assisting in the building of an hotel ; the levying of taxes and the power of granting permits or licenses ; for the carrying on of any profession, arts, trades, business or manufactures or any other calling whatsoever by the inhabitants of the city or by strangers ; the collection of taxes or licenses ; the passing and putting into force of municipal by-laws respecting the making, confirmation and deposit of city plans ; the limit of loan and sinking fund ; the authorization to construct and exploit an electric railway, a system of lighting and heating by gas or electricity, and to purchase water powers and to expropriate for such purposes ; the assisting of different associations ; the power to divide hypothecs executed in favor of the corporation on different immovables according to their value.

ARTHUR BELIVEAU,
Clerk of the city of Three Rivers.
Three Rivers, 16th September, 1913. 3682

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law incorporating in town, for municipal and school purposes, the territory actually being a part of the municipality of Saint-Joachim de Châteauguay, comprising lots numbers, 296, 297, 298, 299, 300,

301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 324a, 325, 325a, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377 et la partie du numéro 379, situé dans les limites du dit territoire, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Joachim de Chateauguay, y compris les subdivisions des dits lots originaires qui peuvent exister, sous le nom de "Ville de Léry" et placer la dite ville sous les dispositions de la loi des cités et villes, avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de l'élection du maire et des échevins, de la votation, de la taxation, qualification des électeurs, du maire et des échevins et autres dispositions en rapport, nécessaires ou accessoires aux susdites fins.

CLOVIS LAPORTE,

Procureur des requérants,

Montréal, 10 septembre 1913.

3621-2

Avis est donné que le bureau de la fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'amender sa loi concernant la construction de son église, sacristie et presbytère, pour l'autoriser à emprunter un montant additionnel de \$50,000, et aussi pour l'autoriser à convoquer les marguilliers et fabriciens en assemblée, par avis écrit.

BESSETTE & DUTAUD,

Procureurs de la Fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont.

Montréal, 22 août 1913.

3391-5

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la "Loi concernant la succession de feu John Pratt", savoir 1 Edouard VII, ch. 94, de la province de Québec, et ses amendements, pour : 1° Augmenter jusqu'à cinq mille piastres le montant des avances que les exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de feu John Pratt peuvent faire à chacun des petits enfants, et, au cas de décès d'aucun de ces derniers laissant des enfants, à chacun des arrières petits enfants du dit feu John Pratt ; 2° Mettre les susdites sommes de cinq mille piastres payable d'avance, le premier de chaque mois, à commencer, le premier jour du mois suivant le jour où la présente loi deviendra en force ; 3° Augmenter jusqu'à un millier de piastres à chacun, la rémunération à être payée annuellement aux exécuteurs testamentaires du dit feu John Pratt, pour leurs services comme administrateurs de la succession ; 4° Augmenter jusqu'à trois mille piastres la rente additionnelle payée par les exécuteurs et administrateurs de la succession du dit feu John Pratt à chacun des enfants du dit testateur, savoir, à Charles Alfred Pratt, Evelina Marie Louise Pratt, Virginie Pratt, Aloysia Pratt, Frédéric Emile Georges Pratt et à Louis V. F. G. Perry ; 5° Faire payer par la succession du dit feu John Pratt les frais et déboursés encourus pour l'adoption de la présente loi.

JOS. A. DESCARRIES,

de Descaries & Descaries,

Procureurs.

Montréal, 2 septembre 1913.

3517-4

Avis est donné qu'à la prochaine session de la législature de Québec, la corporation de Victoriaville s'adressera à la dite législature aux fins suivantes :

1° Pour annexer, à toutes fins municipales, à la municipalité de Victoriaville et former partie du quartier sud de la dite municipalité, les terrains suivants, savoir : les lots numéros 493 et 495 et aussi les lots numéros 496 et 497, moins les parties de ces deux derniers lots situées au nord du chemin

301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 324a, 325, 325a, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377 and part of the number of 379, situated within the limits of the said territory, of the official cadastral plan and book of reference of Saint-Joachim de Chateauguay, including all the subdivisions of the said original lots which may exist, under the name of "Town of Léry", and to place the said town under the dispositions of the law of cities and towns, with some special modifications relating to the time and mode of the election of the mayor and aldermen, of the votation, of the taxation, qualification of electors, mayor, and aldermen, and other dispositions as may be incidental, necessary or accessory to the above purposes.

CLOVIS LAPORTE,

Attorney for the petitioners.

Montreal, 10th September, 1913.

3622

Notice is hereby given that the Fabrique of the parish of Saint Viateur d'Outremont will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of amending its law concerning the construction of its church, vestry and presbytery, in order to be authorized to borrow an additional amount of \$50,000, and also to convene the meeting of the churchwardens and vestrymen, by written notice.

BESSETTE & DUTAUD,

Attorneys for the Fabrique of the Parish of Saint Viateur d'Outremont.

Montreal, 22nd August, 1913.

3392

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, thereof to amend the act respecting the estate of the late John Pratt, to wit : Statute 1 Edward VII, ch. 94, of the province of Quebec, and its amendments, as follows : 1. To increase up to five thousand dollars in amount of advances which the testamentary executors and administrators of the estate of the late John Pratt, may make to each of the grand children, and in the event of the death of any of the grand children leaving children, to each of the great grand children ; 2. To fix the date of the payment, in advance, of the aforesaid amounts of five thousand dollars, on the first day of every month, beginning on the first day of the month following the day when the present act shall come into force ; 3. To increase up to one thousand dollars the remuneration payable yearly to each of the testamentary executors of the said late John Pratt, for the services as administrators of the estate ; 4. To increase up to three thousand dollars the additional rent paid by the executors and administrators of the said late John Pratt, to any one of the children of the said testator, to wit : to Charles Alfred Pratt, Evelina Marie Louise Pratt, Virginie Pratt, Aloysia Pratt, Frederic Emile Georges Pratt and Louis V. F. G. Perry ; 5. To authorize the estate of the said late John Pratt, pay the expenses and disbursements made for the passing of the present act.

JOS. A. DESCARRIES,

of Descaries & Descaries,

Attorneys.

Montreal, 2nd September, 1913.

3518

Notice is hereby given that the corporation of Victoriaville will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the following purposes :

1. To annex, for all municipal purposes, to the municipality of Victoriaville, to form part of the south ward of the said municipality, the following lots of land, to wit : the lots numbers 493 and 495 and also the lots numbers 496 and 497, less the portions of the last two lots situate to the north of

de fer du Grand Tronc, les dits lots étant ceux du cadastre officiel pour la partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska ;

2° Pour annexer, à toutes fins municipales, à la municipalité de Victoriaville et former partie du quartier nord de la dite municipalité, les terrains suivants : les lots numéros 459, 460, 461, 462 et 463, pour la partie des dits lots situés à l'est des chemins publics se rendant à Saint-Albert et à Saint-Rosaire, tout le lot numéro 464, un emplacement de cent pieds carrés à prendre sur le lot 465, emplacement situé au nord du chemin des pointes Beaudet, présentement la propriété de la corporation de Victoriaville et occupé par la station des pompes, le puits et citerne de l'aqueduc, tous les dits lots ou partie d'iceux étant les lots cadastraux de la partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire.

3° Pour annexer, à toutes fins municipales, à la municipalité de Victoriaville et former partie du quartier ouest de la dite municipalité, les terrains suivants : les lots numéros 459, 460, 461, 462 et 463 du cadastre officiel pour la partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, pour la partie des dits lots situés à l'ouest des chemins publics se rendant à Saint-Albert et à Saint-Rosaire.

La corporation de Victoriaville, en cas d'annexion, s'engage payer à la corporation de Sainte-Victoire d'Arthabaska, dans un an à compter du premier jour de janvier 1914, une partie de sa dette actuelle proportionnelle à l'évaluation des immeubles annexés par rapport à l'évaluation de tous les immeubles de la dite paroisse, les dites évaluations devant être celles existantes lors de la mise en force de la loi décrétant l'annexion.

4° Pour obtenir de la dite législature de plus amples pouvoirs que ceux qui leur sont conférés par ses lettres patentes, spécialement touchant ses pouvoirs de taxation et ceux d'octroyer des franchises et exemptions de taxes

WILFRID LALIBERTE,

Procureur de la corporation de Victoriaville.

Daté ce 3 septembre 1913.

3539.4

Avis public est par les présentes donné de la part de Auguste Bourbeau et Pierre Vézina, marchands, propriétaires, résidents et contribuables du canton de Cleveland, Albert Boisvert et François Gagnon, commerçants de bois, George Amédée Gagnon, Octave Brochu et Joseph Cardinal, cultivateurs, tous propriétaires, résidents et contribuables du canton de Cleveland, Thomas Vachon, Alfred Richard, Alexandre Bourassa et Louis Mercier, tous cultivateurs, propriétaires, résidents et contribuables du canton de Shipton, Eugène Richard, Adélard Roy, Adélard Mercier, Alfred Lafamme et Napoléon Hamel, tous cultivateurs, propriétaires, résidents et contribuables du canton de Saint-George de Windsor, que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de détacher du canton de Shipton, district de Saint-François, les lots numéros 1, 2a, 2b, 2c, 2d, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f du septième rang, et les lots 1a, 1b, 2a, 2b, 2c, 2d, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c, 5a, 5b, 5c, 5d, 5e, 6a, 6b, 6c, 7a, 7b, 7c, 8a, 8b, 8c, 9a, 9b, 9c, 9d, 9f, du huitième rang ; de détacher du canton Cleveland, district de Saint-François, les lots numéros 1a, 1b, 1c, 1d, 1e, 2a, 2b, 2c, 2d, 2e, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c, 5a, 5b, 5c, 5d, 6a, 6b, 7a, 7b, 8a, 8b, 9a, 9b, 9c, 9d, 9e du neuvième rang, les lots 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 2c, 2d, 2e, 2f, 2g, 3, 4, 5a, 5b, 6a, 6b, 6c, 7, 8, 9 du dixième rang ; les lots 1, 2, 3, 4a, 4b, 4c, 5, 6, 7a, 7b, 8a, 8b, 8c, 8d, 9a, 9b, 9c, 9d, du onzième rang ; les lots numéros 1, 2a, 2b, 2c, 2d, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 4c, 5a, 5b, du douzième rang ; de détacher du canton de Saint-George de Windsor, district de Saint-François, les lots numéros 359, 360, 360a, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 368a, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 380a, 381, 382, 383,

the Grand Trunk Railway line, the said lots being those of the official cadastre for that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte Victoire d'Arthabaska.

2. To annex, for all municipal purposes, to the municipality of Victoriaville, to form part of the north ward of the said municipality, the following lots of land : the portions of the lots numbers 459, 460, 461, 462 and 463, situate to the east of the public highways leading to Saint Albert and Saint Rosaire, the whole of the lot No. 464, an emplacement of one hundred square feet to be taken from lot No. 465, an emplacement situate to the north of the road " Des pointes Beaudet ", actually the property of the corporation of Victoriaville and occupied by the pump station, well and cistern for the waterworks, the whole of the said lots or portions of lots being to cadastral lots of that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte Victoire.

3. To annex for all municipality purposes, to the municipality of Victoriaville to form part of the west ward of the said municipality the portions situate to west of the public highway leading to Saint Albert and Saint Rosaire, of the lots numbers 459, 460, 461, 462 and 463, of the official cadastre for that part of the township of Arthabaska forming the parish of Sainte Victoire.

The corporation of Victoriaville, in the event of annexation, pledges itself to pay to the corporation of Sainte Victoire d'Arthabaska, within a year from the first of January, 1914, a part of its present debt in proportion with the valuation of the immovables annexed to the valuation of all the immovables of the said parish, the said valuations to be those existing at the time of the coming into force of the act enacting the annexation.

4. To obtain from the said legislature greater powers than those granted by the letters-patent specially respecting its powers of taxation, the granting of franchises and exemptions from taxes.

WILFRID LALIBERTE,

Attorney for the corporation of Victoriaville.

Dated, this 3rd September, 1913.

3540

Public notice is hereby given on behalf of Auguste Bourbeau and Pierre Vézina, merchants, proprietors, residents, and rate payers of the township of Cleveland, Albert Boisvert and François Gagnon, lumber merchants, George Amédée Gagnon, Octave Brochu, and Joseph Cardinal, farmers, all proprietors, residents, and rate payers, of the township of Cleveland, Thomas Vachon, Alfred Richard, Alexander Bourassa and Louis Mercier, all farmers, proprietors, residents, and rate payers, of the township of Shipton, Eugène Richard, Adélard Roy, Adélard Mercier, Alfred Lafamme and Napoléon Hamel, all farmers, proprietors, residents, and rate payers, of the township of Saint George de Windsor, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to detach from the township of Shipton, district of Saint Francis, the lots numbers 1, 2a, 2b, 2c, 2d, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f, of the seventh range, and the lots 1a, 1b, 2a, 2b, 2c, 2d, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c, 5a, 5b, 5c, 5d, 5e, 6a, 6b, 6c, 7a, 7b, 7c, 8a, 8b, 8c, 9a, 9b, 9c, 9d, 9e, 9f, of the eighth range ; to detach from the township of Cleveland, district of Saint Francis, the lots numbers 1a, 1b, 1c, 1d, 1e, 2a, 2b, 2c, 2d, 2e, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c, 5a, 5b, 5c, 5d, 6a, 6b, 7a, 7b, 8a, 8b, 9a, 9b, 9c, 9d, 9e of the ninth range, the lots numbers 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 2c, 2d, 2e, 2f, 2g, 3, 4, 5a, 5b, 6a, 6b, 6c, 7, 8, 9, of the tenth range, the lots 1, 2, 3, 4a, 4b, 4c, 5, 6, 7a, 7b, 8a, 8b, 8c, 8d, 9a, 9b, 9c, 9d, of the eleventh range, the lots numbers 1, 2a, 2b, 2c, 2d, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 4c, 5a, 5b, of the twelfth range ; and to detach from the township of Saint George de Windsor, district of Saint Francis, the lots numbers 359, 360, 360a, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 369a, 370, 371, 372, 373, 374, 366, 367, 368, 369, 369a, 370, 371, 372, 373, 374,

384, 385, 386, 387, 388, 389 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 448a, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460 et 461 ; pour ériger ce territoire en municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité de Sainte-Claude. Ce territoire ayant été érigé en paroisse civile, sous le nom ci-dessus, le 17 novembre 1906.

J. V. D'ARTOIS,
Procureur des requérants.

Daté à Sherbrooke, ce 27 août 1913.

3515-4

Avis est par le présent donné que la municipalité scolaire de la ville de la Côte des Neiges, division de Westmount, en la cité de Montréal, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant de procéder chaque année, jusqu'au premier mai 1925, à la confection d'un rôle spécial d'évaluation pour les terres en culture de la dite municipalité scolaire, conformément aux articles 2840 à 2856 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909.

DEGUIRE & BISSONNETTE,
Avocats de la requérante.

Montréal, 11 septembre 1913.

3619-2

Avis Divers

MONTREAL TRAMWAY'S COMPANY.

Montréal, 30 septembre 1913

Cher monsieur ou chère madame,

Je désire vous informer que le second appel de 10% (10 dollars par part) sur le nouveau stock émis le 15 avril 1913, est dû et payable le 2 novembre prochain. Le nombre de parts inscrites à votre nom et le montant dû par vous sur icelles sont tels que spécifiés ci-après.

Tout paiement doit être fait à l'ordre de la compagnie et valeur, au pair, à Montréal.

Votre très dévoué,

PATRICK DUBEE,
Secrétaire-trésorier.

3721

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4073.

Florence Massy, de la ville de Verdun, district de Montréal, épouse de Ovila Aubertin, entrepreneur plâtrier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Le dit Ovila Aubertin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19e jour de septembre 1913.

DESCARRIES & DESCARRIES,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 23 septembre 1913.

3731

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 715.

Dame Hélène Marie Baillargé, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Lucien T. Bacon, médecin, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Lucien T. Bacon, de Québec, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26 août 1913.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur de la demanderesse.

Québec, 26 août 1913.

3425-5

375, 376, 377, 378, 379, 380, 380a, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 448a, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460 and 461 : to erect this territory into a distinct municipality under the name of "Municipality of Saint Claude". This territory having been erected into a civil parish under the above name on the 17th day of November, 1906.

J. V. D'ARTOIS,
Attorney for petitioners.

Dated at Sherbrooke, this 27th day of August, 1913.

3516

Notice is hereby given that the school municipality of the town of Côte des Neiges, Westmount division, in the city of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, in order to obtain an act allowing the said school municipality to proceed every year, until the first of May, 1925, to the confection of a special valuation roll for the cultivated farms of the said school municipality, in conformity with the articles 2840 to 2856 of the Revised statutes of the province of Quebec, 1909.

DEGUIRE & BISSONNETTE,
Attorneys for applicant.

Montreal, 11th September, 1913.

3620

Miscellaneous Notices

MONTREAL TRAMWAY'S COMPANY.

Montreal, 30th September, 1913.

Dear Sir or Madam,

I beg to notify you that the second call of 10% (\$10.00 per share) upon the new stock issued on the 15th April, 1913, becomes due and payable on the 2nd November next. The number of shares standing in your name and the amount due thereon being as stated hereunder.

All payments should be to the order of the company in funds, at par, in Montreal.

Yours very truly,

PATRICK DUBEE,
Secretary treasurer.

3722

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No 4073.

Florence Massy, of the town of Verdun, district of Montreal, wife of Ovila Aubertin, master plasterer, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs The said Ovila Aubertin, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th September, 1913.

DESCARRIES & DESCARRIES,
Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 23rd September, 1913.

3732

Province of Québec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No 715.

Dame Helene Marie Baillargé, of the city of Québec, wife common as to property, of Lucien T. Bacon, physician, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Lucien T. Bacon, of Québec, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 26th August, 1913.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for the plaintiff.

Québec, 26th August, 1913.

3426

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 437.
Dame Sarah Goldberg, de la cité et du district de
Montréal, femme commune en biens de Israël
Capolovitch, du même endroit, dûment autorisée
à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Israël Capolovitch, de la cité et du district de
Montréal, commerçant, Défendeur.
Un acte en séparation de biens a été institué
par la demanderesse en cette cause le 3 septembre
1913.

WEINFELD & LEDIEU,
3589-3 Procureurs de la demanderesse.

Dans la cour supérieure. Province de Québec.
District de Terrebonne. No 57. Dame Victoria
Cousineau, de la paroisse de Saint Canut, dûment
autorisée à ester en justice, épouse commune en
biens de Martial Labelle, ci-devant cultivateur, du
même lieu, et maintenant absent en lieux incognus,
Demanderesse ; vs. Le dit Martial Labelle. Une
action en séparation de corps et de biens a été
institué le 19 août 1913. Sainte Scholastique, 19
août 1913. PREVOST & MARCHAND, Procureurs
de la demanderesse. 3437-5

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dame Alice Ardella Hunt, de Greenlay, dans la pa-
roisse de Saint-François Xavier de Brompton,
dans le district de Saint-François, épouse de
Charles Henry Willard, du même lieu, conduc-
teur de chemin de fer, Demanderesse ;

vs
Le dit Charles Henry Willard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
ce jour, en cette cause.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 27 août 1913. 3459-4

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 43.
Dame Vitaline Labelle, épouse commune en biens
de Stanislas Cardinal, maître de pension, de la pa-
roisse de Brebeuf, district de Terrebonne,
Demanderesse ; vs le dit Stanislas Cardinal,
Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a
été instituée en cette cause, le 19 juillet 1913.

NANTEL & ROCHON,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 29 juillet 1913. 3467-4

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 2424.

Dame Clémentine Lalonde, épouse commune en
biens de Emery Raymond, marchand, de la paroisse
de Sainte-Cécile, district de Beauharnois, dûment
autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une
action en séparation de biens contre son dit mari.

J. G. LAURENDEAU,
Avocat de la demanderesse.
Salaberry de Valleyfield, 27 août 1913. 3469-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame A. Paré, épouse de Ernest Lessard, de la
cité et du district de Montréal, dûment autorisée
à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Ernest Lessard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
ce 12^e jour d'août 1913.

A. P. MATHIEU,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 25 août 1913. 3523-4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 437.
Dame Sarah Goldberg of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Israël
Capolovitch, of the same place, duly authorized to
" ester en justice ", Plaintiff ;

vs
Israël Capolovitch, of the city and district of
Montreal, trader, Defendant.
An action for separation as to property has, this
day, been instituted against the defendant.

WEINFELD & LEDIEU,
3580 Attorneys for plaintiff.

In the superior court. Province of Quebec. Dis-
trict of Terrebonne. No. 57, Dame Victoria Cousi-
neau, of the parish of Saint Canut, duly authorized
to " ester en just ce ", wife of Martial Labelle,
formerly farmer, of the same place, and now un-
known place, Plaintiff ; vs The said Martial Labelle,
Defendant. And action for separation as to bed
and board and as to property has been instituted
in this cause, on the 19th August, 1913. Sainte
Scholastique, 19th August, 1913. PREVOST &
MARCHAND, attorneys for plaintiff. 3438

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Dame Alice Ardella Hunt, of Greenlay, in the
parish of Saint François Xavier de Brompton, in
the district of Saint Francis, wife of Charles
Henry Willard, of the same place, railway con-
ductor, Plaintiff ;

vs
The said Charles Henry Willard, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted this day, in this cause.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 27th August, 1913. 3460

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 43.
Dame Vitaline Labelle wife " commune en biens "
of Stanislas Cardinal, boarding house keeper, of
the parish of Brebeuf, district of Terrebonne,
Plaintiff ; vs the said Stanislas Cardinal, Defen-
dant.

An action for separation from goods and bed has
been instituted in this case, the 19th of July, 1913.

NANTEL & ROCHON,
Attorneys of the plaintiff,
Sainte Scholastique, 29th July, 1913. 3468

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 2424.

Dame Clémentine Lalonde, wife common as to
property of Emery Raymond, of the parish of
Sainte Cécile, district of Beauharnois, merchant,
duly authorized to sue, has, this day, instituted an
action for separation as to property against her said
husband.

J. G. LAURENDEAU,
Attorney for plaintiff.
Salaberry de Valleyfield, 27th August, 1913. 3470

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Dame A. Paré, wife of Ernest Lessard, of the city
and district of Montreal, duly authorized to
" ester en justice ", Plaintiff ;

vs
The said Ernest Lessard, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted, this 12th day of August, 1913.

A. P. MATHIEU,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 25th August, 1913. 3524

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 98.

Dame Lizzie Kossner, épouse de Joseph Miller, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Joseph Miller, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en date du 31 juillet 1913.

A. P. MATHIEU,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 25 août 1913. 3521-4

Province de Québec, district d'Iberville, cour supérieure, No 76, Dame Eléonora Arcand, épouse de Simeon Defayetta, journalier, ci-devant de la ville et du district d'Iberville, et maintenant de pays inconnus, autorisée par cette cour à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

CHARLES BELANGER,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jean, 10 septembre 1913. 3613.3

Province de Québec,
District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*
Comté de Bonaventure. }
No 2211.

Dame Mathilda Filion, de la paroisse de Saint-Bonaventure, dans le comté de Bonaventure, épouse de Alphonse Noël, du même endroit, tailleur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Alphonse Noël, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13ième jour de septembre 1913.

BUGEAUD & COTE,
Procureurs de la demanderesse.
New Carlisle, 9 septembre 1913. 3671-3

Province de Québec,
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 6600.

Dame Marie Anne Laliberté, de la paroisse de Saint-Félix de Valois, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Liguori Guibord, marchand, du même lieu, a, ce jour, après y avoir été dûment autorisée en justice, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

TELLIER & LADOUCEUR,
Avocats et procureurs de la demanderesse.
Joliette, 15 septembre 1913. 3665.2

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4079.

Dame Joséphine Renaud, épouse commune en biens de Antonio Gariépy, charreier, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 17 septembre 1913 3673-2

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été prise, ce jour, devant la cour supérieure, du district de Beauce, sous le No 1363, par Dame Adèle Bouchard contre Joseph Asselin, commerçant, de Beauce Junction, paroisse de l'Enfant Jésus.

S. C. RIOU,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 27 août 1913. 3697-2

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 98.

Dame Lizzie Kossner, wife of Joseph Miller, of the city and district of Montreal, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs
The said Joseph Miller, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted on the 31st July, 1913.

A. P. MATHIEU,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 25th August, 1913. 3522

Province of Quebec, district of Iberville, superior court, No. 76, Eleonore Arcand, wife of Simeon Defayetta, laborer, formerly of the town and district of Iberville, and now of parts unknown, duly authorized by the court to "ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to bed and board against her said husband.

CHARLES BELANGER,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 10th September, 1913. 3614

Province of Quebec,
District of Gaspé, } *Superior Court*
County of Bonaventure. }
No. 2211.

Dame Mathilda Filion, of the parish of Saint Bonaventure, in the county of Bonaventure, wife of Alphonse Noël, of same place, tailor, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs
The said Alphonse Noël, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, the 13th day of September, 1913.

BUGEAUD & COTÉ,
Attorneys for the plaintiff.
New Carlisle, 9th September, 1913. 3672

Province of Quebec,
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6600.

Dame Marie Anne Laliberté, of the parish of Saint Felix de Valois, in the district of Joliette, wife common as to property of Liguori Guibord, trader, of the same place, being judicially authorized for that purpose, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

TELLIER & LADOUCEUR,
Attorneys for plaintiff.
Joliette, 15th September, 1913. 3666

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court*
No 4079

Dame. Joséphine Renaud, wife common as to property of Antonio Gariépy, carter, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 17th September, 1913. 3674

Notice is hereby given that an action for separation as to property has, this day, been taken before the superior court, of the district of Beauce, under the No. 1363, by Dame Adèle Bouchard, against Joseph Asselin, trader, of Beauce Junction, parish of l'Enfant Jésus.

S. C. RIOU,
Attorney for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 27th August, 1913. 369

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2665.

Dame Fanny Fredin, épouse commune en biens de John Rudnikoff, des cité et district de Montréal, marchand, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

John Rudnikoff, des cité et district de Montréal, marchand, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, le 23e jour de juillet 1913, par la demanderesse contre le défendeur.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 26 août 1913. 3423.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 915.

Dame Rosianne alias Rose-Anna Senecal, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Malo, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Louis Malo, employé civique, du même endroit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-huitième jour d'août mil neuf cent treize.

LAMOTHE, ST. JACQUES
& LAMOTHE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 8 septembre 1913. 3577-3

Province de Québec.—District de Montréal.—*Cour Supérieure.*—No 3878.—Dame Aurore Tremblay, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph A. Cadin dit Deslauriers alias Godin, journalier, ci-devant des cité et district de Québec, et maintenant de lieux inconnus, et dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi son mari ce jour, en séparation de corps et de biens. CHARLES EMILE MONTY, avocat de la demanderesse. Montréal, 30 août 1913.

3587-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 446.

Dame Sarah Leah Levin, de la cité et du district de Montréal, épouse commun de biens de Harry Star, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Harry Star, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

ISIDORE BALLON,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 4 septembre 1913. 3555-3

Avis de Faillites

District de Québec.

H. Mitchell, marchand, de Québec, a, le 15ième jour de septembre 1913, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau : 101, rue Saint Pierre.
Québec, 20 septembre 1913. 3725

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2665.

Dame Fanny Fredin, wife common as to property of John Rudnikoff, of the city and district of Montreal, merchant, duly authorized for the purposes of this presents, Plaintiff ;

vs

John Rudnikoff, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.
An action has been instituted, on the 23rd day of July, 1913, by plaintiff against the defendant, as to separation of property.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th August, 1913. 3424

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 915.

Dame Rosianne alias Rose-Anna Senecal, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Malo, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

Louis Malo, civic employee, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty eighth day of August, one thousand nine hundred and thirteen.

LAMOTHE, ST. JACQUES
& LAMOTHE,
Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 8th September, 1913. 3578

Province of Quebec.—District of Montreal.—*Superior Court.*—No. 3878.—Dame Aurore Tremblay, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph A. Cadin dit Deslauriers alias Godin, laborer, formerly of the city and district of Quebec, and now of unknown places, duly authorized "à ester en justice", has taken to day an action for separation as to property and as to bed and board against her said husband. CHARLES EMILE MONTY, Attorney for plaintiff. Montreal, 30th August, 1913. 3588

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 446

Dame Sarah Leah Levin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Harry Star, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs Harry Star, of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day, by the plaintiff against her said husband.

ISIDORE BALLON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 4th September, 1913. 3556

Bankrupt Notices

District of Quebec.

H. Mitchell, merchant, of Quebec, has, on the 15th day of September, 1913, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional guardians.

Office : 101, Saint Peter street.
Quebec, 20th September, 1913. 3726

District de Québec.

Alphonse Barrette, boulanger, Rivière aux Chiens, comté de Montmorency, a. le 20e jour de septembre 1913, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
Québec, 23 septembre 1913. 3727

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de "Rolland Furniture Company",
Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 16e jour d'octobre 1913.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 24 septembre 1913. 3771

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de Ernest Boyer, manufacturier, de
Montréal, Insolvent.

Avis vous est donné que, le 23ième jour de septembre 1913, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du susnommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

Edifice Banque de Québec,
No 11, Place d'Armes.
Montréal, 24 septembre 1913. 3767

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 164.

Dans l'affaire de Esa Mansour, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens, le 19e jour de septembre 1913, pour le bénéfice de ses créanciers.

J. G. DUHAMEL,
Deputé gardien provisoire.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
3, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 19 septembre 1913. 3729

Cour Supérieure.—Kamouraska.

Dans l'affaire de J. O. Girard, Fraserville,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le dix-huitième jour de septembre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, dans les trente jours de cette date.

A. A. FRASER,
Curateur.
3761

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Terrebonne. }
Re A. E. Ladouceur, marchand, de Saint-André
Est, Qué., Failli.

Avis est par les présentes donné que le dit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub gardiens provisoires.

55, Saint-François Xavier, Montréal.
Sainte Scholastique, 23 septembre 1913. 3765

District of Quebec.

Alphonse Barrette, baker, of Rivière aux Chiens, county of Montmorency, has, on the 20th day of September, 1913, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional guardians.

Office : 101, Saint Peter street.
Quebec, 23rd September, 1913. 3728

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In the matter of Rolland Furniture Company,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on or after the 16th day of October, 1913.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 24th September, 1913. 3772

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In the matter of Ernest Boyer, manufacturer, of
Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 23rd day of September, 1913, by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the undersigned who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at my office within a month from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11, Place d'Armes.
Montreal, 24th September, 1913. 3768

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No 164.

In the matter of Esa Mansour, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that the above insolvent has made this 19th day of September, 1913, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors.

J. E. DUHAMEL,
Deputy provisional guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
3, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 19th September, 1913. 3730

Superior Court.—Kamouraska.

In the matter of J. O. Girard, Fraserville,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the eighteenth day of September, 1913, I have been appointed curator to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

A. A. FRASER,
Curator.
3762

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Terrebonne. }
Re A. E. Ladouceur, merchant, Saint André East,
Que., Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial assignment for the benefit of his creditors.

CHARTRAND & TURGEON,
Provisional guardians.

55, Saint François Xavier, Montreal.
Sainte Scholastique, 23rd September, 1913. 3766

District de Chicoutimi.

Willie Truchon, de la ville de Chicoutimi, marchand, a, le 19 septembre 1913, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 24 septembre 1913. 3749

District de Québec.

Philippe Papillon, de la cité de Québec, épicier, a, le 22 septembre 1913, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 24 septembre 1913. 3751

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Antoine Marchand, entrepreneur, de Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que, le 11e jour de septembre 1913, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLÉON ST-AMOUR,
Curateur.

Edifice Banque de Québec,
No 11, Place d'Armes.
Montréal, 24 septembre 1913. 3769

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 158.

Moses Denenberg & Nathan Godinsky, "The Union Clothing Co.," Failli.
Par une ordonnance de cette cour, rendue ce jour j'ai été nommé curateur aux biens des faillis.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les 30 jours.

PAUL J. VALENTINE.
Montréal, 17 septembre 1913. 3773

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 133.

Dans l'affaire de Alexander Lamoureux, (Café des Nouveautés), Failli.

Avis est par les présentes donné que, le huitième jour de septembre 1913, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de cette cour, curateur aux biens du dit Alexander Lamoureux, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

C. A. SYLVESTRE,
Curateur.

Chambre 123, Edifice Coristine, Montréal.
Montréal, 18 septembre 1913. 3775

District of Chicoutimi.

Wellely Truchon of the city of Chicoutimi, merchant, on the 19th of September, 1913, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 24th September, 1913. 3750

District of Quebec.

Philippe Papillon, of the city of Quebec, grocer, has, on the 22nd of September, 1913, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 24th September, 1913. 3752

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Antoine Marchand, contractor, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 11th day of September, 1913, by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the aforesaid insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within a month from this date.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11, Place d'Armes.
Montreal, 24th September, 1913. 3770

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 158.

Moses Denenberg & Nathan Godinsky, "The Union Clothing Co.," Insolvents.

By an order of this court, rendered this day, I have been appointed curator to the estate of the insolvents.

The sworn claims must be filed with me within 30 days.

PAUL J. VALENTINE.
Montreal, 17th September, 1913. 3774

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 133.

In the matter of Alexander Lamoureux, (Café des Nouveautés), Insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the court, dated the 8th day of September, I was duly appointed curator to the estate of the above named insolvent, who has assigned for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of the present notice.

C. A. SYLVESTRE,
Curator.

Room 123, Coristine Building, Montreal.
Montreal, 18th September, 1913. 3776

Cour Supérieure—District de Québec.

Avis est par le présent donné que la Compagnie Robitaille, de Québec, a fait cession de ses biens, pour le bénéfice de leurs créanciers, le vingt-deux septembre 1913, conformément à la loi.

A. FAUCHER,
Gardien provisoire.

Bureau, 118, rue Saint-Pierre, Québec. 3781

Superior Court.—District of Quebec.

Notice is hereby given that The Coy Robitaille, of Quebec, has, on the 22nd September, 1913, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, according to law.

A. FAUCHER,
Provisional guardian.

Office, 118, Saint Peter street, Quebec. 3782

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1964.

Antoine Gohier, Demandeur ;

vs.

De. Alphonsine Aubry (es-qual), Défenderesse.

Avis public est par le présent donné que par un jugement rendu le 22e jour de septembre 1913, par la cour supérieure siégeant à Montréal, pour le district de Montréal, dans une cause où Antoine Gohier, bourgeois, des cité et district de Montréal, est Demandeur ; et Dame Alphonsine Aubry, du même lieu, veuve de Zénon Pépin dit Barolet, en son vivant commis, aussi du même lieu, en sa qualité de tutrice à ses deux fils mineurs, René et Paul Pépin dit Barolet, issus du mariage du dit feu Zénon Pépin dit Barolet avec la dite dame Alphonsine Aubry, est Défenderesse, ordonnant la licitation de cet immeuble désigné comme suit, savoir :

Le lot No 587, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, district de Montréal—avec une maison et autres dépendances dessus y érigées.

L'immeuble ci-dessus mentionné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchériseur, cour tenante, dans la salle 31, palais de justice, à Montréal, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, le VINGT-NEUVIEME jour d'OCTOBRE 1913 ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de quatre cents piastres (\$400.00) sera exigé de l'adjudicataire lors de l'adjudication.

DEGUIRE & BISSONNETTE,

Procureurs du demandeur.

Montréal, 24 septembre 1913. 3763

[Première publication, 27 septembre 1913].

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1964.

Antoine Gohier, Plaintiff ;

vs.

De. Alphonsine Aubry es-qual, Defendant.

Public notice is given that, in virtue of a judgment rendered on the twenty second of September, 1913, by the superior court, sitting at Montreal, for the district of Montreal, in a case in which Antoine Gohier, gentleman, of the city and district of Montreal, is Plaintiff ; and Dame Alphonsine Aubry, of the same place, widow of Zénon Pépin dit Barolet, in his lifetime a clerk, also of the same place, in her quality of tutor to her two minor children issue of the marriage of the said late Zénon Pépin dit Barolet with the said Dame Alphonsine Aubry, is Defendant, ordering the licitation of this immoveable property described as follows.

The lot No. 587, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, in the district of Montreal—with a house and others out houses thereon erected.

The above described immoveable will be sold and adjudged to the last and highest bidder, "cour tenante" in room thirty one (31), of the court house, Montreal, at TEN THIRTY of the clock in the forenoon, on the TWENTY NINTH day of OCTOBER 1913 ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited at the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties in default of filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of (\$400.00) four hundred dollars will be exacted from the adjudicataire at the time of the auction.

DEGUIRE & BISSONNETTE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 24th September, 1913. 3764

[First published, 27th September, 1913].

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } SAMUEL H. BENNETT,
No 8. } Demandeur ; contre
ROBERT SLATHER, Défendeur.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } SAMUEL H. BENNETT,
No 8. } Plaintiff ; against ROBERT SLATHER, Defendant.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, Nos 244, 45, 246 et 278 du canton d'Irlande, contenant 200 acres de terre, qui devait avoir lieu à onze heures A. M., le 21e jour de mai 1912, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, aura lieu à la MEME HEURE, au MEME ENDROIT, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1913.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif. Shérif.
Arthabaska, 22 septembre 1913. 3779
[Première publication, 27 septembre 1913].

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, i. e., Nos 244, 245, 246 and 278 of the township of Ireland, containing 200 acres, which was to take place at eleven o'clock a. m., on the 21st day of May, 1912, at the parochial church door of Saint Ferdinand of Halifax, will now take place at the SAME PLACE and SAME HOUR, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, 1913.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office. Sheriff.
Arthabaska, 22nd September, 1913. 3780
[First published, 27th September, 1913].

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Court de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **L** INIERE VACHON, De-
No 415. } mandeur ; vs ARTHUR
THURMELLE, Défendeur.

La demi sud est du lot numéro cent quatre-vingt-dix-sept (197), du cadastre du canton de Ware—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Germaine du lac Etchemin, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif. Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 22 septembre 1913. 3717
[Première publication, 27 septembre 1913.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **L** INIERE VACHON, Plain-
No. 415. } tiff ; vs ARTHUR THUR-
MELLE, Defendant.

The south east half of the lot of land number one hundred and ninety seven (197), of the cadastre of Ware township—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Germaine du Lac Etchemin, on the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office. Sheriff.
St Joseph, Beauce, 22nd September, 1913. 3718
[First published, 27th September, 1913.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Québec, à savoir : } **J**OSEPH SIMARD, avocat,
No 1428. } de Québec ; contre J. E.
TREMBLAY et HENRY TREMBLAY, de Grande Baie.

Un emplacement distrait du lot de terre numéro 54, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de la Grande Baie, paroisse de Saint-Alexis, canton Bagot, mesurant 82 pieds de front sur cent pieds de profondeur, joignant au nord à l'emplacement de Louis Larouche, au sud à l'emplacement ci devant occupé par Adolphe Larouche, et actuellement par le dit Louis Larouche, à la profondeur par le terrain restant à Benjamin Simard, en front au chemin public—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et sujet à la servitude des clôtures des quatre côtés.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint Alexis, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif. Shérif.
Chicoutimi, 2 septembre 1913. 3491-2
[Première publication, 6 septembre 1913.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Quebec, to wit : } **J**OSEPH SIMARD, advocate,
No. 1428. } of Quebec ; against J. E.
TREMBLAY and HENRY TREMBLAY, of Grande Baie.

An emplacement taken from the lot of land number 54, of the official plan and book of reference of the cadastre of the village of Grande Baie, parish of Saint Alexis, township Bagot, measuring 82 feet in front by one hundred feet in depth, adjoining on the north to the emplacement of Louis Larouche, on the south to the emplacement heretofore occupied by Adolphe Larouche, on the depth to the land remaining in the possession of Benjamin Simard, in front to the public road—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, and subject to the servitude of the fences, on the four side.

To be sold at the church door of Saint Alexis, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office. Sheriff.
Chicoutimi, 2nd September, 1913. 3492
[First published, 6th September, 1913.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } DAME JESSIE TREM-
No 4215. } BLAY ; vs EDMOUR
McLEAN, de Saint-Alphonse.

Un emplacement connu et désigné sous le numéro 241, des plan et livre de renvoi officiels du village de Bagotville, mesurant un rood et huit perches en superficie, lequel est borné en front à la rue Bagot—avec maison dessus construite, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Alphonse, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 2 septembre 1913. 3493-2
[Première publication, 6 septembre 1913.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } DAME JESSIE TREM-
No. 4215. } BLAY : vs EDMOUR
McLEAN, of Saint-Alphonse.

An emplacement known and designated under the number 241, of the official plan and book of reference of the village of Bagotville, measuring one rood and eight rods in superficies, said emplacement fronting on Bagot street—with a house erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Alphonse, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 2nd September, 1913. 3494
[First published, 6th September, 1913]

Ventes par le Shérif—Joliette

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } J. AD. RENAUD ET AL,
No 6577. } Demandeurs ; contre CA-
MILLE BELISLE, mécanicien, du village de
Saint-Gabriel de Brandon, dans le district de
Joliette, Défendeur.

1° Un lot de terre situé au village de Saint-Gabriel de Brandon, dans le district de Joliette, connu et désigné au cadastre officiel du village de Saint-Gabriel de Brandon, comme étant le lot No 35, de la subdivision du lot No 231, les droits du défendeur dans le dit lot présentement saisis et vendus, résultant d'un bail emphytéotique consenti pour quatre-vingt-dix-neuf ans (99), par MM Georges et Amédée Sylvestre, en faveur du dit défendeur, devant Mre J. A. Mireault, notaire, à Saint-Gabriel de Brandon, le 3 juillet 1909. La vente du dit lot étant en conséquence faite sujette au dit bail et à la dite charge de payer et acquitter la rente emphytéotique de \$10.00 par année, due en vertu du susdit bail.

2° Un lot de terre situé au village de Saint-Gabriel de Brandon, dans le district de Joliette, connu et désigné au cadastre officiel du village de Saint-Gabriel de Brandon, comme étant le lot partie 34 de la subdivision du lot No 231, le dit lot partie 231-34 ayant onze pieds de largeur par 135 pieds de profondeur, mesure anglaise, le tout plus ou moins ; borné en front par la rue Michaud, en profondeur par le lot No 231-64, d'un côté par le No 231-35, et de l'autre côté par le reste du dit No 231-34, appartenant à MM. Georges et Amédée Sylvestre ; les droits du défendeur dans le dit lopin de terre, et présentement saisis vendus, résultent d'un bail emphytéotique, consenti pour quatre-vingt-dix-neuf ans (99), par MM. Georges et Amédée Sylvestre, en faveur du dit défendeur, devant Mre J. A. Mireault, notaire, à Saint-Gabriel de Brandon, le 28 octobre 1909, la vente du dit lopin de terre étant en conséquence faite sujette au dit bail et à la charge de payer et acquitter la rente emphytéotique de \$2.50 par année, due en vertu du susdit bail.

3° Une maison et autres dépendances, construites et érigées sur les dits lots ci-dessus mentionnés et décrits aux paragraphes Nos 1 et 2.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. A. LAVALLEE,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Joliette, 2 septembre 1913. 3519-2
[Première publication, 6 septembre 1913.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } J. AD. RENAUD ET AL,
No. 6577. } Plaintiffs ; vs CAMILLE
BELISLE, machinist, of the village of Saint Gabriel
de Brandon, in the district of Joliette, Defendant

1. The lot of land situate in the parish of Saint Gabriel de-Brandon, in the district of Joliette, known and designated on the official cadastre of the village of Saint Gabriel de Brandon, as being the lot number 35, of the subdivision of the lot No. 231, the rights of the defendant on the said lot presently seized and sold resulting from an emphyteutic lease for ninety nine (99) years by Messrs. Georges and Amédée Sylvestre to the said defendant, executed before J. A. Mireault, esq., notary, at Saint Gabriel de Brandon, on the 3rd July, 1909. The sale of the said lot being therefore made subject to the said lease and subject to the payment of the emphyteutic rent of \$10.00 per year due in virtue of the said lease.

2. A lot of land situate in the village of Saint Gabriel de Brandon, in the district of Joliette, known and designated on the official cadastre of the village of Saint Gabriel de Brandon, as being the lot part 34, of the subdivision of lot No. 231, the said lot p. 231-34, measuring eleven feet in width by 135 feet in depth, english measurements, the whole more or less ; bounded in front by Michaud street, in depth by lot No. 231-64, on one side by lot No. 231-35, and on the other side by the residue of the said lot No. 231-34, belonging to Messrs Georges and Amédée Sylvestre, the rights of the defendant on the said lot of land presently seized and sold resulting from an emphyteutic lease for ninety nine (99) years by Messrs Georges and Amédée Sylvestre, to the said defendant, executed before J. A. Mireault, esq., notary, at Saint Gabriel de Brandon, on the 28th October, 1909, the sale of the said lot of land being therefore made subject to the said lease and subject to the payment of the emphyteutic rent of \$2.50 per year, due in virtue of the aforesaid lease.

3 A house and other dependencies, build and erected on the said lots hereabove mentioned and described in paragraphs 1 and 2.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel de Brandon, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. A. LAVALLEE,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Joliette, 2nd September, 1913. 3520
[First published, 6th September, 1913]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **V. PERRY**, courtier
No 1001. } **J. d'assurance**, et **L. EDMOUR BERNARD**, avocat, Demandeurs; contre **WILLIAM PRATT**, Défendeur.

Deux lots de terre situés sur la rue Bourbonnière, à Maisonneuve; bornés en front par la dite rue Bourbonnière, connus et désignés sous les numéros deux cent quatre et deux cent cinq, de la subdivision officielle du lot numéro dix huit (18-204-205), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec toutes les bâtisses dessus construites et avec droit de passage dans la ruelle sise à l'arrière.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le **TRENTIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 24 septembre 1913. 3755
[Première publication, 27 septembre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **CHARLES ALBERT**
No. 4488. } **C. LEMIEUX**, Deman-
deur; vs les terres et tenements de **PIERRE**
GUILLOTTE, Défendeur.

La moitié sud du lot No. sept cent vingt neuf, de la subdivision du lot originaire numéro huit ($\frac{1}{2}$ S. de 8-729) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus érigées; borné en front par l'Avenue de Châteaubriand, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **TRENTIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 24 septembre 1913. 3753
[Première publication, 27 septembre 1913.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **J. DENIS CLEMENT**, De-
No 3539. } **J. mandeur**; contre **JOHN**
BAXTER, Défendeur, savoir :

La moitié indivise des lots numéros deux, trois, quatre et cinq, (2, 3, 4 et 5) du rang B, et la partie ouest des lots quatre et cinq (4 et 5), et la moitié sud du lot six (6), du rang A, le tout d'après les plan et livre de renvoi officiels du canton Wright, dans les comtés et district d'Ottawa—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le **QUATRIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures **ET DEMIE** de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 18 septembre 1913. 3757
[Première publication, 27 septembre 1913.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **V. PERRY**, insurance
No. 1001. } **L. broker**, and **L. EDMOUR**
BERNARD, advocate, Plaintiffs; against **WIL-**
LIAM PRATT, Defendant.

Two lots of land situate on Bourbonnière street, in Maisonneuve; bounded in front by the said Bourbonnière street, known and designated under the numbers two hundred and four and two hundred and five, of the official subdivision of lot number eighteen (18-204 205), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with all the buildings thereon erected and the right at way in the land situate in the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **THIRTIETH** day of **OCTOBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 24th September, 1913. 3756
[First published, 27th September, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **CHARLES ALBERT LE-**
No. 4488. } **C. MIEUX**, Plaintiff; vs
the lands and tenements of **PIERRE GUILLOTTE**,
Defendant.

The south half of lot number seven hundred and twenty nine, of the subdivision of primitive lot number eight ($\frac{1}{2}$ of 8-729), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected; bounded in front by Avenue de Châteaubriand, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **THIRTIETH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 24th September, 1913. 3754
[First published, 27th September, 1913.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENT** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **J. DENIS CLEMENT**,
No. 3539. } **J. Plaintiff**; against **JOHN**
BAXTER, Defendant, to wit :

The undivided half interest in lots numbers two, three, four and five (2, 3 and 5), in range B, and the west end of lots four and five (4 and 5), and the south half of lot six (6), in range A, all according to the official plan and book of reference for the township of Wright, in the county and district of Ottawa—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the **FOURTH** day of **NOVEMBER** next, at **HALF PAST TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 18th September, 1913. 3758
[First published, 27th September, 1913.]

29 SEP 1913

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : **CHARLES SIMARD**, de la No 1581. cité de Québec, marchand ; contre **ERNEST CARON**, de la ville de Lévis, gérant, maintenant de la cité de Montréal, à savoir :

1° Le reste pour jusqu'aux vingt-neuf septembre 1929, d'un bail emphytéotique fait à Québec, le vingt avril 1897, devant le notaire **La. Leclerc**, par **Elzéar Laforce** à Dame **Georges Roy**, enregistré dans le bureau d'enregistrement à Québec, sous le No 98908, d'un lot de terrain désigné par le lot No six (6), de la subdivision du lot No 555-6 (cinq cent cinquante-cinq-six), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, situé au côté nord de la rue Saint-Joseph, de soixante pieds de front sur quarante et un pieds et six pouces de profondeur—avec une bâtisse à deux étages, élevée sur arches et colonnes de quinze pieds de hauteur au-dessus du niveau de la rue et à douze pieds d'arche en arche, avec une lisière de terrain de cinq pieds de largeur sur toute la profondeur de la bâtisse, étant un terrain situé sur la rue Saint-Joseph, circonstances et dépendances : sujet à une rente emphytéotique de \$90.00 par année, payable en deux versements égaux semestriels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Député shérif.

Bureau du shérif,

Québec, 18 septembre 1913.

3689

Première publication du 20 septembre est nulle.

[Première publication, 27 septembre 1913].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **LA BANQUE "BRITISH NORTH AMERICA"**, corps politique et incorporé, faisant des affaires de banque et ayant son siège principal d'affaires pour le Canada, dans la cité de Montréal, avec une succursale dans la cité de Québec ; contre Dame **ANNA MARIE GOURDEAU**, de la cité de Québec, épouse séparée en biens, par contrat de mariage, de **Jean-Baptiste André Hortiste Derome**, de la cité de Québec, commerçant, et le dit **Jean-Baptiste Derome**, mis-en-cause, aux fins d'autoriser et d'assister sa dite épouse, savoir :

1° Les lots Nos 69 et 70 (soixante-neuf et soixante-dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Pétronille, Isle d'Orléans, étant un lot de terre situé sur le chemin du Roi—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances :

2° Tous les droits, titres, titres et intérêts du dit **H. Derome**, dans une carrière de pierre à ciment, faisant partie du lot No 46 (quarante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, sur le terrain d'**Edouard Bouffard**, contenant vingt-cinq pieds de front sur quatre-vingt pieds de profondeur ; borné au sud par un poteau placé à douze pieds au nord de la clôture du verger du dit **Edouard Bouffard**, au nord par la dite profondeur, tenant au nord-est à **François-Xavier Côté** ou à ses représentants, et au sud-est au résidu du dit terrain : avec le droit d'accès et de sortie à pied ou en voiture dans un chemin qui se trouve du côté nord-est du terrain du dit **Edouard Bouffard**, pour communiquer du chemin du Roi à la dite carrière, le dit lot étant situé sur le chemin du Roi—circonstances et dépendances.

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit Court—Quebec.

Quebec, to wit : **CHARLES SIMARD**, of the No. 1581. city of Québec, merchant ; against **ERNEST CARON**, of the town of Lévis, manager, now of the city of Montreal, to wit :

The remainder up till the twenty ninth September, 1929, of an emphyteutic lease executed at Québec, on the twentieth April, 1897, before **La. Leclerc**, notary, from **Elzéar Laforce** to Dame **Georges Roy**, and registered in the registry office, at Québec, under the No. 98908, of a lot of land designated under the number six (6), of the subdivision of lot No. 555-6 (five hundred and fifty-five-six), of the official cadastre for Saint Roch ward, of the city of Québec, situate on the north side of Saint Joseph street, measuring sixty feet in front by forty one feet six inches in depth—with a two story building elevated on arches and pillars fifteen feet in height above the level of the street, and twelve feet apart, with a strip of land of five feet in width for the whole of the depth of the building, being a lot of land situate on the north side of Saint Joseph street, circumstances and dependencies subject to an emphyteutic annual rent of \$90.00, payable in two semi annual instalments.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Québec, 18th September, 1913.

3690

First publication of the 20th September, is null.

[First published, 27th September, 1913.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : **THE BANK OF BRITISH NORTH AMERICA**, a body politic and corporate, carrying on the business of banking and principal place of business for Canada, in the city of Montreal, with a branch in the city of Québec ; against Dame **ANNA MARIE GOURDEAU**, of the city of Québec, wife separate as to property by contract of marriage of **Jean Baptiste André Hortiste Derome**, of the city of Québec, trader, and the said **Jean Baptiste André Hortiste Derome**, "mis en cause", for the purpose and authorizing and assisting his said wife, to wit :

1. The lots Nos. 69 and 70 (sixty nine and seventy), of the official cadastre for the parish of Sainte Petronille, Isle d'Orléans, the said lots of land situate, on the King's highway—with the buildings erected thereon—circumstances and dependencies.

2. All and singular the rights, titles and interests of the said **H. Derome**, in that quarry of cement stone, forming a part of the lot No. 46 (forty six), of the official cadastre for the parish of Sainte Petronille, Isle d'Orléans, on the land of **Edouard Bouffard**, containing twenty five feet in front by eighty feet in depth ; bounded on the south side by a picket or stake, fixed twelve feet to the north of the fence of the said **Edouard Bouffard's** orchard, on the north by the said depth, joining on the north east to **François Xavier Côté** or representatives, and on the south west to the remainder of the said land ; together with the rights of egress and ingress as well on foot as in vehicle by a road lying on the north east side of the land of the said **Edouard Bouffard**, to communicate to the said quarry from the King's highway, being a lot of land situated on the King's highway—circumstances and dependencies.

3° Le lot No 71 (soixante et onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Pétronille de Beaulieu, Isle d'Orléans, étant un lot de terre situé sur le chemin du Roi—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus les lots en premiers lieux décrits, en bloc, le tout pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, comté Montmorency, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif,

Québec, 11 septembre 1913.

[Première publication, 13 septembre 1913.]

Shérif

3611-2

3. The lot 71 (seventy one), of the official cadastre for the parish of Sainte Pétronille de Beaulieu, Isle d'Orléans, being a lot of land situate on the King's highway—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold the lots firstly described "en bloc", the whole to be sold at the church door of the parish of Sainte Pétronille, Isle d'Orléans, county of Montmorency, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's Office,

Quebec, 11th September, 1913.

[First published, 13th September, 1913.]

Sheriff.

3612

Ventes par le Sherif—Roberval

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Roberval.

Province de Québec: } **EUGENE COUTURE** et
Roberval, à savoir: } **STANISLAS COUTURE**, tous deux de Saint-Gédéon, cultivateurs, Demandeurs; contre **LAUREAT PELLETIER**, de Saint-Jérôme, comté du Lac Saint-Jean, notaire, Défendeur, savoir:

Le tiers indivise du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-cinq (25), ou Ile Ronde, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre des Iles du Lac Saint-Jean, dans le canton Delisle—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Roberval, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif,

Roberval, 1er septembre 1913.

[Première publication, 6 septembre 1913.]

Shérif.

3495.2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Roberval.

Province of Québec, } **EUGENE COUTURE** AND
Roberval, to wit: } **STANISLAS COUTURE**, both of Saint Gédéon, farmers, Plaintiffs; against **LAUREAT PELLETIER**, of Saint Jérôme, county of Lake Saint John, notary, Defendant, to wit:

The undivided third part of the lot of land known and designated, under the number twenty five (25), or Ile Ronde, on the official plan and book of reference of the cadastre of the Islands of Lake Saint John, in the township Delisle—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the court house, at Roberval, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office,

Roberval, 1st September, 1913.

[First published 6th September, 1913.]

Sheriff.

3496

Sheriff's Sales—Roberval

**MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE
SAINT JEROME.**

Avis public est par les présentes donné par Edouard Marchand, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, au bureau de la dite municipalité, le JEUDI, 15 OCTOBRE prochain 1913, à DIX heures avant midi, pour taxes municipales, scolaires et autres charges dues, à moins que ces divers sommes et frais encourus soient payés avant la vente.

**MUNICIPALITY OF THE TOWN OF
SAINT JEROME.**

Public notice is hereby given by Edouard Marchand, secretary treasurer, that the lands hereafter designed shall be sold by public auction, at the office of said municipality, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal taxes and school taxes and other charges dues, unless these different amounts and costs incurred be paid before the sale.

Noms des débiteurs et désignations des propriétés. Names of debtors and designations of properties.	Taxes municipales.— Municipal taxes	Taxes scolaires.—School taxes.	Frais.— Costs.	Total.
1. Herménégilde Dupuis—Lot No 32, du cadastre officiel pour la ville de Saint-Jérôme—avec bâtisses. Lot No. 32 of official cadaster for the town of Saint Jérôme—with buildings.....	\$ 45.82	\$ 24.17	\$ 1.07	\$ 71.0
2. Jean Prévost—Lot faisant partie du No 352, du dit cadastre ; borné au front par la rue Labelle, derrière par la rue Saint George, d'un côté la rue Saint-Faustin, de l'autre côté à l'autre partie du No 352 (Seraphim Dubois) —avec bâtisses.—Part of lot No. 352, of said cadaster ; bounded in front by Labelle street, in rear by Saint George street, on one side by Saint Faustin street, on the other side by the other part of No. 352 (Seraphim Dubois)—with buildings...	73.54		.50	74.04
3. Adolphe Cyr—Lot faisant partie du No 443, du dit cadastre ; borné en front par la rue Saint-Hippolyte, derrière par parties des lots Nos 443 et 439, au nord et au sud par partie du No 443 tel qu'enclos—avec bâtisses.—Lot being part of lot No. 443, of said cadaster ; bounded in front by Saint Hippolyte street, in rear by part of Nos. 443 and 439, to the north and the south by other parts of No. 443 as enclosed—with buildings.....	78.73	3.60	4.00	86.33
4. Charles B. Cyr—Partie du lot No 23, du dit cadastre, de 4 perches de largeur par 3 arpents de longueur, plus ou moins, tenant devant à la rue Labelle, derrière à la Rivière du Nord, d'un côté au nord, au No 21, de l'autre côté, au sud, à l'autre partie du No 23—avec bâtisses.—Part of lot No. 23, of said cadaster, of 4 perches width by 3 acres (arpents) of length, more or less ; bounded in front by Labelle street, in rear by North River, on one side, the north by No. 21, on the other side, the south, by the other part of No. 23—with buildings.....	66.07	3.14	1.07	70.28
5. Joseph Giroux—Un lot de forme irrégulière portant le No 364 et partie du No 363, du dit cadastre, comprenant tout le terrain entre le dit No 364 et la rue Saint George, moins et à distraire le terrain compris dans les limites suivantes : A l'encoignure sud-ouest des rues Saint-George et Saint-Jovite, en suivant la rue Saint-Jovite, une distance de 72 pieds, de là, tirant une ligne vers le sud à angle droit, une distance de 11 pieds, de là, tirant une ligne vers la rue Saint George jusqu'à l'intersection de cette dernière ligne avec la ligne de la rue Saint-George, à une distance de 60 pieds du point de départ. Cette partie du No 363, connue et désignée comme faisant partie du No 363-18—sans bâtisses.—One lot of irregular form, being No. 364 and part of No. 363, comprising all the land between the said No. 364 and Saint George street, less and to be distrayed all the land contained in the following limits : At the corner of Saint George and Saint Jovite street, along Saint Jovite street, 72 feet. Thence on a course southerly direction at right angle, 11 feet, thence on a course to Saint George street to the intersection of this line with the line of Saint George street, at a distance of 60 feet from the place of beginning. This part of No. 363, known and designated as a part of lot No. 363-18—without building..	76.24	1.20	1.07	78.51

E. MARCHAND,

 Secrétaire-Trésorier—Secretary Treasurer,
Ville de—town of Saint Jérôme.

Saint Jérôme, 20 septembre—20th September, 1913.

3705-8

ERRATUM.

—A la page 1886, de la "Gazette Officielle" du treize septembre 1913, ainsi qu'à la page 1924, de celle du vingt, aux numéros 3565-66, lisez "Compagnie et Ferme d'Animaux à Fourrure Limitée", au lieu de "Compagnie et Ferme de Bêtes à Fourrures Limitée".

3783

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1913, constituant en corporation l'honorable J. Eugène Roberge, de Lambton, conseiller législatif, MM. J. T. Remus Laurendeau, financier, Donat Raymond, hôtelier, de la cité de Montréal, Thomas Vien, de la ville de Lauzon, avocat, Joseph Sawyer, architecte, de Montréal, et Hidalla Savard, marchand, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir, donner à bail, détenir, louer, ériger, établir et administrer des quais, abattoirs et bâtisses pour l'emballage, engrais, boucherie et préparation des viandes et la mise en canistres d'icelles, cour pour animaux, manufactures de chandelles et de saucisses ; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de viandes en canistres et de légumes de toute sorte, engrais, graisse, suif, huile, peaux, cuirs, laine, savon, colle, peinture, vernis, poudres pour laver, préparations, médecines et liniments, couvertures, selles, harnais, clous, fers à cheval, traîneaux, voitures, charrettes et toute autre sorte de véhicules, et acheter, vendre et faire le commerce de chevaux, bestiaux, moutons, porcs et de tout autre bétail, beurre, fromage, graisse, œufs, volailles, gibiers, peaux, provisions de viandes, légumes, fruits, glace et toute autre sorte de matière alimentaire ; manufacturer, extraire et produire tous les produits et produits indirects qui peuvent être manufacturés, extraits ou produits d'aucun des susdits articles ;

Collecter et prélever des rentes, dépenses et droits pour l'usage et occupation d'étaux de marché ou de toute partie d'iceux avec le consentement des autorités municipales, et acquérir et mettre en opération les droits et privilèges en rapport avec aucun des susdits objets ;

Faire les affaires de charretiers, entreposeurs, camionneurs, expéditeurs et acquérir, détenir et mettre en opération des tramways sur la propriété de la compagnie et se joindre à toute ligne existante de chemin de fer mise en opération par la vapeur ou l'électricité, ou à tous tels chemins de fer qui peuvent être construits à l'avenir, et acquérir, détenir, mettre en opération des bateaux, remorqueurs, entrepôts et matériel roulant, et en disposer, et construire, acquérir, posséder, mettre en opération des réfrigérateurs, machines et matériel pour la manufacture de la glace artificielle et en disposer ;

Acheter ou acquérir autrement, détenir, posséder, mettre en opération des patentes d'invention, inventions, licences, concession et autres droits semblables, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser tout secret de patente ou toute information quant à toute invention et en disposer ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement, posséder, détenir, entreprendre et mettre en opération toutes ou aucune partie des affaires, propriétés ou obligations de toute personne, société ou corporation faisant toutes affaires semblables aux affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou possédant une propriété

ERRATUM.

On page 1886, of the "Official Gazette" of the thirteenth of September, 1913, and also on 1924, of that of the twentieth, at numbers 3565-66, read "Compagnie et Ferme d'Animaux à Fourrure Limitée", instead of "Compagnie et Ferme de Bêtes à Fourrures Limitée".

4784

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 25th September, 1913, incorporating the Hon. J. Eugène Roberge, of Lambton, legislative councillor, Messrs. J. T. Remus Laurendeau, financier, Donat Raymond, hotel keeper, of the city of Montreal, Thomas Vien, of the town of Lauzon, advocate, Joseph Sawyer, architect, of Montreal, and Hidalla Savard, merchant, of the city of Quebec, for the following purposes :

To acquire, rent, possess, lease, erect, instale and manage, wharves, abattoirs and packing, fertilizer, slaughtering, dressed meat and canning plants, stock yards, tallow chandleries, sausage, manufactories ; and to manufacture, buy, sell and deal in canned meats and vegetables of all kinds, fertilizers, grease, tallow oil skins, leather, wool, soap, glue, paint, varnish, washing powders, dressings, medicines and liniments, blankets, saddles, harness, nails, horse shoes, sleighs, carriages, carts and other classes of vehicles, and to buy, sell and deal in horses, cattle, sheep, hogs and all other live stock, butter, cheese, lard, eggs, poultry, game, hides, meat provisions, vegetables, fruits, ice, and all other classes of food stuffs ; and to manufacture, extract and produced all products and by products, which may be manufactured, extracted or produced from any of the foregoing articles ;

To collect and levy rents, expenses and dues for the use and occupation of market stalls or any part thereof with the consent of the municipal authorities, and to acquire and operate rights and privileges in connection with any of the aforesaid objects ;

To carry on the business of carters, warehousemen, draymen, forwarders and to acquire, hold and operate tramways on the company's property and to connect with any existing line of railways operated by steam or electric power, or with any such railways as in the future may be constructed, and to acquire, hold and operate and dispose of barges, tugs, warehouses and rolling stock and to construct, acquire, own, operate and dispose of refrigerating plants, machinery and plant for the manufacture of artificial ice ;

To purchase or otherwise acquire, own, hold, operate and dispose of, patents, devices, inventions, licenses, concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret patent or any information as to any invention ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, own, hold, undertake and operate the whole or any part of the business, property or liabilities of any person, firm or corporation, carrying on any business akin to the business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of

convenable pour les fins de cette compagnie, ou toutes actions du capital actions, obligations ou autres garanties de toute telle compagnie, société ou personne, et utiliser ses fonds pour l'acquisition d'icelles, au nom et en faveur de cette compagnie ;

Acquérir par achat ou autrement et utiliser aussi toutes patentes, droits de patentes, dessins industriels et marques de commerce, et manufacturer, utiliser et faire le commerce d'inventions, garanties en vertu des dites patentes, et en disposer ;

Emettre et répartir comme actions acquittées du capital-actions de cette compagnie en considération de stocks, droits, intérêts, patentes ou tous autres biens achetés ou acquis ou pour travail fait, ou toute garantie donnée ou devant être donnée, ou pour services rendus ou devant être rendus dans l'intérêt de la compagnie, et, avec l'approbation des actionnaires y compris les services rendus ou devant être rendus par les promoteurs de la compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, amalgamation et concession réciproque avec, et pour aider par garantie de contrats ou autrement, toute personne, société ou corporation engagée dans ou sur le point de faire toutes affaires semblables aux affaires pour lesquelles l'incorporation est maintenant demandée ;

Vendre, céder, prendre à bail, louer la propriété et entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelles, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier, mais sans limitant le but d'augmenter, objets, pour actions, débetures, obligations ou garanties de toute autre compagnie, et distribuer tous les biens de la compagnie en espèce parmi les membres d'icelle ;

Faire tous les actes et choses, transiger toutes affaires et acquérir, posséder ou detenir tous les biens ou autres propriétés qui peuvent être nécessaires ou utiles ou ayant rapport à la bonne exécution des objets pour lesquels l'incorporation est maintenant demandée, ou dans le but d'augmenter, étendre ou avancer en aucune manière les intentions, but et étendue des affaires de la compagnie devant être incorporée par les présentes ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront en aucune manière limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "La Compagnie des Abattoirs de Québec", avec un capital actions de deux cent quatre-vingt-deux mille piastres (\$299,000.00), divisé en deux mille neuf cent quatre vingt-dix (2990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3785

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 19 septembre 1913.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par H. Hector Charles Parent, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité et district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Eugène Girard, en son vivant notaire public, pratiquant et demeurant dans la cité et district susdits.

3711

this company, or any shares in the capital stock, bonds or other securities in such company, firm or person, and to use the funds thereof for the acquirement of the same, in the name and on behalf of this company ;

To acquire by purchase or otherwise and also to use and dispose of any patents, patent rights, industrial designs and trade marks, and to manufacture, use and deal in the inventions secured under such patents ;

To issue and allot as fully paid up shares of this company's capital stock in consideration of stocks, rights, interests, patents or any other property purchased or acquired or for work done, or for any securities given or to be given, or for services rendered or to be rendered in the company's interest, and, with the approval of the shareholders including services rendered or to be rendered by the promoters of the company ;

To enter into any agreement as to the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint-adventure, amalgamation and reciprocal concession with and to aid by guarantee of contracts or otherwise, any person, firm or corporation engaged in or about to carry on any business similar to the business for which incorporation is now sought ;

To sell, assign, lease, let or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular, but without limiting the scope of the foregoing, for shares, debentures, bonds or securities of any other company, and to distribute any property of the company in kind among the members thereof ;

To do all matters and things, transact all business and acquire, own or hold, or dispose of, all property or other assets as may be necessary or convenient for or incidental to the proper fulfilment of the objects for which incorporation is now sought or for the purpose of enlarging, extending, or in any way advancing the intention, scope and extent of the business to be hereby incorporated ;

The powers enumerated in each paragraph hereof to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "La Compagnie des Abattoirs de Québec", with a capital stock of two hundred and ninety nine thousand dollars (\$299,000.00), divided into two thousand nine hundred and ninety (2990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty five day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3786

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 19th September, 1913.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been transmitted to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Mr. Hector Charles Parent, notary public, practising and residing in the city and district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr. Eugène Girard, in his lifetime notary public, practising and residing in the aforesaid city and district.

3712

Vente par encan

D'APRES L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Canada,
Province de Québec. }
District de Roberval. }
No 186.

Re "La Cie Manufacturière d'Hébertville Station", Hébertville Station. En liquidation.

Avis est par les présentes donné que, MER-CREDI, le HUITIEME jour d'OCTOBRE 1913, à DIX heures a. m., en vertu d'une ordonnance du protonotaire de la cour supérieure de ce district, en date du 6 septembre 1913, sera vendu par encan, au bureau de la Cie, à Hébertville Station, l'actif de cette succession, comme suit :

Item A. Bois, portes, châssis, et accessoires de boutique à bois..... \$311 85
Item B. Quincailleries et accessoires de boutique de fer..... 761 38
Item C. 1 Tour à far..... 250 00
Item D. 1 Tour à bois..... 70 00
Item E. 1 Drill..... 150 00
Item F. 1 Shaper avec contre shaft..... 150 00
Item G. Roulant..... 28 00
Item H. Dettes de livres..... 696 26

Item I. Un terrain ou emplacement situé en le village d'Hébertville Station, de forme irrégulière, contenant environ cent cinquante pieds de front sur deux cents pieds de profondeur ; borné au nord à environ quatorze pieds du chemin réservé pour la briquetterie, au sud et à l'ouest à L. N. Asselin, et à l'est à la rue Alma, tel que le dit terrain a été chaîné et borné et faisant partie du lot numéro sept A (7 a), du cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du canton Labarre—avec ensemble les bâtisses servant de manufacture dessus construites et dépendances, avec en plus toutes les machineries, consistant en deux engins à gazoline et tous les accessoires de boutique à bois et fer, généralement quelconques y attachant, séjournant et alors propres au bon fonctionnement de la dite manufacture. La vente se fera pour chaque item séparément "en bloc" à tant dans la piastre pour les items A, B, C, D, E, F, G, H, et au plus haut enchérisseur pour l'item I. L'inventaire et la liste des crédits sont visibles à mon bureau. La manufacture sera ouverte pour inspection le 4 octobre, ou en aucun temps, en s'adressant au liquidateur.

Conditions de paiement : comptant.

FLAVIEN GAUVREAU,

Liquidateur.

Bureau : Hébertville Station,
Comté Lac Saint-Jean.

3743

En Liquidations

Province de Québec.
District de Roberval. }
No 284.

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de "The Standard Cement Company", Cham bord, En liquidation.

En vertu d'un jugement rendu aujourd'hui, une assemblée des créanciers, actionnaires et contributeurs aura lieu au palais de justice, à Roberval, le 20 octobre 1913, à dix heures de l'avant-midi, dans le but de nommer un liquidateur permanent et un ou plusieurs inspecteurs aux biens de cette compagnie.

ARMAND BOILY,

Liquidateur provisoire.

Roberval, 16 septembre 1913.

3669-2

Auction Sale

UNDER THE WINDING-UP ACT.

Canada,
Province of Quebec. }
District of Roberval. }
No. 186.

Re "La Cie Manufacturière d'Hébertville Station", Hébertville Station, In liquidation.

Notice is hereby given that, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of OCTOBER, 1913, at TEN o'clock A. M., in virtue of an order of the prothonotary of the superior court, dated the 6th September, 1913, will be sold by auction, at the office of the company, at Hébertville Station, the assets of this estate, as follows :

Item A. Lumber, doors, sashes and other accessories..... \$311 85
Item B. Ironware and accessories of machine shop..... 761 38
Item C. 1 Iron lathe..... 250 00
Item D. 1 Wood lathe..... 70 00
Item E. 1 Drill machine..... 150 00
Item F. 1 Shaper with counter shaft..... 150 00
Item G. Rolling stock..... 28 00
Item H. Book debts..... 696 26

Item I. A lot of land or emplacement situate in the village of Hébertville Station, of irregular outline, containing about one hundred and fifty feet in front by two hundred feet in depth ; bounded on the north by a line about fourteen feet, distant from the road reserved for the brick-yard, on the south and west by L. N. Asselin, and on the east by Alma street, the said lot as surveyed and bounded and forming part of lot number seven A (7 a), of the official cadastre for the second west range of the township of Labarre—together with the buildings used as a manufactory erected thereon and dependencies and the machineries consisting of two gasoline engines, all the accessories of lumber and machine shop, generally attached thereto, fixed therein and suitable for the proper working of the said manufactory. The sale of each item will be made separately "en bloc", at so much in the dollar for items A, B, C, D, E, F, G, H and to the highest bidder for item I. The inventory and list of credits are visible at my office. The manufactory will be open for public inspection on the 4th October, or at any time, by applying to the liquidator.

Conditions of payment : Cash.

FLAVIEN GAUVREAU,

Liquidator.

Office Hébertville Station,
County of Lake Saint John.

3744

In Liquidations

Province of Quebec,
District of Roberval. }
No. 284.

Superior Court.

In the matter of "The Standard Cement Company", Cham bord, In liquidation.

In virtue of a judgment rendered to-day, a meeting of the creditors, shareholders and contributors shall take place in the court house, at Roberval, the 20th October, 1913, at ten o'clock in the forenoon, on the purpose to appoint a permanent liquidator and one or more inspectors to the property of the said company.

ARMAND BOILY,

Provisional liquidator.

Roberval, 16th September, 1913.

3670

D'APRÈS LA LOI DES LIQUIDATIONS.

Canada,
Province de Québec.
District de Roberval. }

No. 243.

Re La Cie de Conserves Inc. d'Hébertville, Hébertville Station, En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance du protonotaire de la cour supérieure de ce district, en date du 20 septembre 1913, j'ai été nommé liquidateur, et messieurs J. E. St. André, gérant, de la Banque Provinciale d'Hébertville, J. Raoul Desbiens, d'Hébertville, et Juste Dufour, de Saint-Alexis, tous trois inspecteurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

FLAVIEN GAUVREAU,

Liquidateur.

Bureau Hébertville Station,
Co. Lac Saint-Jean.

3733

Index de la Gazette Officielle de Québec No 39.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Baillargé vs Bacon.....	1975
" Bouchard vs Asselin.....	1977
" Fillion vs Noël.....	1977
" Fredin vs Rudnicoff.....	1978
" Goldberg vs Capolovitch.....	1976
" Hunt vs Willard.....	1976
" Kossner vs Miller.....	1977

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—
Arcand vs Defayette, 1977 ; Cousineau vs Labelle, 1976 ; Frégeau vs Ménard, 1931 ; Labelle vs Cardinal, 1976 ; Tremblay vs Cadin dit Delauriers alias Godin, 1978.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1953.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—La Provoyance, 1967 ; L'Oeuvre de Protection des Jeunes Filles, 1967 ; The Imperial Trust Coy, 1944.

AVIS :—Montreal Tramways Coy, 1975.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1968 ; Conseil législatif, 1967.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Actes de vente—Deeds of sale.....	1971
Auguste Bourbeau et autres—and others.....	1974
Beauharnois Electric Co. Ltd.....	1974
Corporation de la cité de Trois-Rivières—Corporation of the city of Three Rivers.....	1972
Corporation de Victoriaville—Corporation of Victoriaville.....	1933
Exécuteurs testamentaires de Dme Jane Lloyd—Testamentary executors of Dme Jane Lloyd.....	1971
La Fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont—The Fabrique of the parish of Saint Viateur d'Outremont.....	1973

ERRATA :—Page 1505, 19 juillet 1913, Nos 2913-14, 1955 ; Page 1886, 13 septembre 1913, Nos 3565-66, 1988.

UNDER THE WINDING UP ACT.

Canada,
Province of Quebec,
District of Roberval. }

No. 243.

Re "La Cie de Conserves Inc. d'Hébertville", Hébertville Station, In liquidation.

Notice is hereby given that, in virtue of an order of the prothonotary of the superior court of this district, dated the 20th September, 1913, I was appointed liquidator, and Messrs. J. E. St. André, manager of "La Banque Provinciale", of Hébertville, J. Raoul Desbiens, of Hébertville, and Juste Dufour, of Saint-Alexis, all three inspectors to the property of the said estate.

All persons having claims against this estate are requested to file same with me, within thirty days from this notice.

FLAVIEN GAUVREAU,

Liquidator.

Office Hébertville Station,
County of Lake Saint John.

3734

Index of the Quebec Official Gazette, No. 39.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Laliberté vs Guibond.....	1977
" Lalonde vs Raymond.....	1976
" Levin vs Star.....	1978
" Massy vs Aubertin.....	1975
" Paré vs Lessard.....	1931
" Renaud vs Gariépy.....	1977
" Senecal vs Malo.....	1978

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—
Arcand vs Defayette, 1977 ; Cousineau vs Labelle, 1976 ; Frégeau vs Ménard, 1931 ; Labelle vs Cardinal, 1976 ; Tremblay vs Cadin dit Deslauriers alias Godin, 1977.

ADVERTISEMENTS :—Notice to :—Respecting notices, etc., 1953.

ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY :—La Prévoyance, 1967 ; L'Ouvre de Protection des Jeunes Filles, 1967 ; The Imperial Trust Coy, 1944.

NOTICE :—Montreal Tramways Coy, 1975.

PRIVATE BILLS P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1968 ; Legislative Council, 1967.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—

Loi concernant la succession de feu John Pratt—Act respecting the estate of the late John Pratt.....	1973
Municipalité de Saint-Joachim de Châteauguay—Municipality of Saint Joachim of Châteauguay.....	1972
Municipalité scolaire de la Côte des Neiges—School municipality of La Côte des Neiges.....	1975
The Brome Public Building.....	1935
The Shefford, Bagot & Missisquoi Railway, Coy.....	1971

ERRATA :—Page 1505, 19th July, 1913, Nos. 2913-14, 1955 ; Page 1886, 13th September, 1913, Nos. 3565-66, 1988.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Barrette.....	1979
Boyer.....	1979
Cie Robitaille.....	1981
Girard.....	1979
La Cie d. Conserves inc. d'Hébertville.....	1991
Ladouceur.....	1979
Lamoureux.....	1980

LETTRES PATENTES :—

Builders Supplies Ltd.....	1964
La Cie des Abattoirs de Québec.....	1988
La Cie d'Immeubles Mequick Itée.....	1955
La Cie d'Immeubles et d'Élevateur Champlain Itée.....	1957
La Cie de Publication l'Action Populaire Itée.....	1963
La Fonderie Mont-Laurier.....	1964
La Maison Carignan Itée.....	1956

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—La Cie Usines Générales de Chars & Machineries, 1955.

LIQUIDATION :—The Standard Cement Coy, 1990.

NOMINATIONS :—

Juges de paix :—District de Montréal, 1953 ; Trois-Rivières, 1953.

Percepteur du Revenu de la province, 1954.

Régistrateur :—Robt Bennett Hutchison, 1954.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—Mtre Hector Charles Parent, 1989.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1954

VENTE PAR ENCAN :—La Cie Manufacturière d'Hébertville Station, 1990.

VENTES PAR LICITATION : Gohier vs Dme Aubry, 1981.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—Ville de Saint-Jérôme, 1987.

VENTES PAR LES SHERIFS

ARTHABASKA :—Bennett vs Slather, 1981.

BEAUCÉ :—Vachon vs Thurmelle, 1982.

CHICOUTIMI :—Simard vs Tremblay, 1982 ; Tremblay (Dme) vs McLean, 1983.

JOLIETTE :—Renaud et al vs Belisle, 1983.

MONTREAL :—Lemieux vs Guilloite, 1984 ; Perry et al vs Pratt, 1984.

OTTAWA :—Clément vs Baxter, 1984.

QUÉBEC :—The Bank of British North America vs Dme Gourdeau, 1985.

ROBERVAL :—Couture et Couture vs Pelletier, 1986.

QUÉBEC :—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

FAILLIS —INSOLVENTS

Mansour.....	1979
Marchand.....	1980
Mitchell.....	1978
Papillon.....	1980
Rolland Furniture Coy.....	1979
The Union Clothing Co.....	1980
Truchon.....	1980

LETTRES PATENT :—

Parc St-Malo, Itée.....	1957
Pointe-aux-Trembles Land Coy.....	1961
Robinson, Richardson & Chambers, Ltd.....	1965
The Megantic Broom Manufacturing Coy.....	1960
The Montreal Automobile Trade Association Ltd.....	1969
The Queen Skirt & Cloak Coy.....	1962
The Victor Lumber Coy.....	1961

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—La Cie Usines Générales de Chars & Machineries, 1955.

LIQUIDATION :—The Standard Cement Coy, 1990.

APPOINTMENTS :—

Justices of the peace :— District of Montreal 1963 ; Three Rivers, 1953.

Collector of Provincial Revenue, 1954.

Registrar :—Robt Bennett Hutchison, 1954.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—Mtre Hector Charles Parent, 1989.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1954.

AUCTION SALE :—La Cie Manufacturière d'Hébertville Station, 1990.

SALES BY LICITATION :—Gohier vs Dme Aubry 1981.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—Town of Saint Jérôme, 1987.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Bennett vs Slather, 1981.

BEAUCÉ :—Vachon vs Thurmelle, 1982.

CHICOUTIMI :—Simard vs Tremblay, 1982 ; Tremblay (Dme) vs McLean, 1983.

JOLIETTE :—Renaud et al vs Belisle, 1983.

MONTREAL :—Lemieux vs Guilloite, 1984 ; Perry et al vs Pratt, 1984.

OTTAWA :—Clément vs Baxter, 1984.

QUÉBEC :—The Bank of British North America vs Dme Gourdeau, 1985.

ROBERVAL :—Couture et Couture vs Pelletier, 1986.

QUÉBEC :—Printed by E.-E. CINQ-MARS, Printer to His Most Excellent Majesty the King.

210/932

29 SEP 1973